

Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Du blé
et des armes
ET TOUT
DE SUITE

AU SECOURS ! pour l'Espagne antifasciste

Couardise ou trahison ?

L'affolement est en voie de décroissance. Les nouvelles concernant l'Autriche et la Tchécoslovaquie rencontrent dans l'opinion publique un accueil qui, sans aller jusqu'à l'indifférence, évolue vers l'apaisement.

Il n'est pas désirable que les crises de cette nature se multiplient : elles sont dangereuses. Mais elles nous offrent l'occasion — et il ne faut pas la négliger — de nous renseigner sur l'état d'esprit de la population.

Cet état d'esprit, ayons la franchise de le dire, est, en vérité, navrant.

Sans doute, on ne trouve personne osant pousser le cynisme ou l'inconscience jusqu'à déclarer que le spectre terrifiant de la guerre qui rôde ne lui inspire ni crainte, ni répulsion.

En vain chercherait-on un monstre ou un fou auquel qu'il désire la guerre, qu'il l'appelle de ses vœux et qu'il en saluera avec plaisir le déclenchement.

Tout au contraire, dès que la menace de guerre se précise, les coeurs sont saisis d'un sentiment spontané de tristesse et d'effroi, angoissés sont les esprits et tourmentées les consciences.

Mais la réaction instinctive qui provoque l'imminence et l'énormité du danger, cette réaction réduite à si minimes proportions ne suffit pas à arrêter le fléau.

Alors, quiconque passe en revue les partis politiques, les organisations et formations de toutes sortes qui ont pour objet de grouper les hommes autour d'une idée à propager et d'un but à atteindre, constate, avec une douloureuse stupeur, que lorsque la menace de guerre est encore vague et lointaine, fort nombreux sont les partis politiques et les groupements qui se targuent de maudire la guerre et d'avoir le culte fervent de la paix ; mais que ce nombre tombe presque à rien quand il s'agit de se refuser à la guerre et de se cramponner à la paix, non plus seulement du bout des lèvres et en paroles, mais du fond du cœur et en actes.

A ces heures décisives les déclamations les plus pompeuses, les serments les plus solennels, tombent dans l'oubli et font place à la morne résignation du condamné à mort à qui on vient annoncer que l'heure fatale de l'exécution est venue.

Or, les infâmes bouchers qui poussent vers l'abattoir le bétail humain n'exigent pas que les victimes courent joyeusement vers les lieux de sacrifice. Qu'elles s'y laissent docilement conduire, fût-ce lentement et à regret, c'est tout ce que demandent les sacrificeurs.

Dans l'accomplissement de leur criminelle besogne, les fauteurs de guerre ne redoutent qu'une chose : c'est que, si peu nombreux qu'ils soient, ceux qui sont indéfectiblement résolus à ne pas faire la guerre élèvent la voix, exposent leurs raisons et décident à faire comme eux ceux qui les écoutent.

C'est pour cela que notre meeting du 21 mars a été interdit

SEBASTIEN FAURE.

(Lire la suite en 6^e page.)

Droit au fascisme

La politique de capitulation du Front Populaire, commence à porter ses fruits. Le fascisme redresse la tête. Les hommes du 6 février se préparent pour un prochain coup de force, pendant que le gouvernement libère les cagoulards.

Les banques une fois de plus mènent la danse. Elles, aussi veulent « leur » gouvernement d'Union nationale, mais pas de la même façon que Léon Blum, tout au plus, elles réservent à ce dernier un strapon. Elles auront avant peu satisfaction. Les conquêtes du juin ne résisteront à leur assaut que si enfin l'organisation syndicale rompt définitivement toute relation avec les faillis du Front Populaire.

Pour éviter le désastre, il est indispensable que ceux qui ne capitulent pas, se regroupent dans un puissant Front révolutionnaire.

La lâcheté et l'indifférence du prolétariat français laisseront-elles écraser les ouvriers espagnols ?

La situation est grave. Elle empire d'heure en heure. Servies par une suprématie formidale d'armements — reconnue par les fascistes eux-mêmes ! — les hordes fascistes poursuivent leur avance dévastatrice. Après l'Argonne, c'est maintenant la Catalogne qui est menacée.

L'angoisse nous étreint en songeant à ce que signifierait le triomphe de Franco et à la terrible soif de crime qui altère les brutes qu'il commande. C'est le massacre systématique de tout ce qui représente l'avenir du prolétariat dans ses forces vives : les militants ouvriers. C'est la régression sociale, la suppression des conquêtes révolutionnaires, l'instauration d'un régime à l'image de la dictature mussolinienne ou hitlérienne. C'est la défaite de la classe ouvrière et la subjugation au patronat rétabli dans son exploitation, à l'Etat totalitaire, policier et militaire. Le triomphe de Franco, c'est de nouveau Martinez Anido, la « guardia civil », les cours martiales, les supplices dans les prisons, les assassinats en masse ; c'est de nouveau la dictature du clergé, l'abêtissement des masses, la guerre à l'intelligence, prônée par le chef du Tercio Millan Astray.

LE TRIOMPHE DE FRANCO, CE SERAIT LA DEFAITE DE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE

Le triomphe de Franco, c'est aussi, c'est surtout la défaite internationale de la classe ouvrière. Qui ne voit la contagion fasciste qui s'emparera de ce pays même ? C'est l'union nationale toute puissante. C'est le triomphe international des riches contre les pauvres ; des oppresseurs contre les opprimés.

C'est le déculement, la perte de confiance du prolétariat en lui-même pour de longues années, pour une génération, ou plus peut-être.

Cela ne doit pas être ! Cela ne peut pas être ! Notre esprit se refuse à admettre que les ouvriers français pourraient demeurer plus longtemps passifs.

Il faut, en finir avec les agitations stériles dont l'Espagne sert de prétexte et qui ne servent que le jeu politique des partis. L'Espagne, ce n'est pas de la matière à traquenards politiciens.

Nous avons été assez dupés depuis deux ans, d'abord avec la non-intervention — qui devait maintenir la paix et qui n'a fait qu'accroître les dangers de guerre en avantageant Franco outrageusement.

L'histoire sera cruelle pour ceux qui, au nom du socialisme, osèrent assumer cette responsabilité et trahissent l'Espagne, comme leurs congénères avaient précédemment trahi l'Allemagne ouvrière et l'Autriche des socialistes viennois.

L'histoire sera sévère aussi pour les pires staliniens qui, ayant l'emprise quasi absolue sur les masses françaises, n'ont su, ou voulu, qu'en faire les jouets des intérêts internationaux de la Russie soviétique.

La C.G.T. aussi, avec ses 5 millions de membres, qui, pour ne pas compromettre le Front populaire croule ce-

pendant aujourd'hui dans l'union sacrée, n'a pas su faire autre chose que des menaces jamais mises en pratique, la C.G.T. aussi, qui n'a pas su interpréter la volonté d'action directe des masses et n'a réussi qu'à les énerver sans les faire agir.

OU POUR OU CONTRE L'ÉCRASEMENT DE L'ESPAGNE OUVRIERE

Cependant, nous ne désespérons pas encore. La situation, bien qu'elle soit affreusement critique, n'est pas perdue. L'Espagne ouvrière recèle des trésors inépuisables de courage, d'énergie et de ténacité. Il suffirait que les ouvriers français le veuillent, qu'ils sachent imposer par l'action directe leur volonté de voir cesser le blocus assassin, pour que rapidement la situation se renverse. Seulement nous n'avons plus le choix des moyens. Ce n'est plus l'heure d'épiloguer sur les conséquences internationales de la guerre sociale espagnole. Il faut simplement savoir si, dans l'heure présente, l'on accepte l'écrasement de l'Espagne ouvrière ou si l'on est décidé à la défendre par tous les moyens.

Il faut ou envoyer massivement et sans délai des armes à nos frères d'Espagne et le crier, ou accepter leur défaite et se taire.

Ce n'est plus l'heure de tergiverser et de répondre aux appels angoissés d'outre-Pyrénées par des encouragements « moraux » et par des gloses sur la révolution... en France.

Nous savons fort bien que l'Espagne de Negrin n'est pas celle que nous souhaitons, celle même que souhaitent les ouvriers espagnols. Nous avons combattu ses erreurs, ses exactions mêmes. Mais aujourd'hui, ce n'est pas une question de gouvernement qui se joue là-bas. C'est une question de vie et de mort pour l'avenir du monde ouvrier, et pour les personnes qui le représentent.

ASSEZ DE LÂCHETE, ASSEZ DE VEULERIE !

Trop de lâcheté, trop de veulerie, trop de scepticisme facile ont endormi le courage du prolétariat français. Qu'il se mette bien dans l'idée que ce n'est pas sur la ligne bleue des Vosges que se joue son destin, mais de l'autre côté de la frontière de Catalogne.

Persister dans l'inaction serait se rendre complice de l'assassinat de tout un peuple. Ce serait aussi — qu'il y prenne garde — se préparer pour bientôt un sort sinon analogue, au moins équivalent dans son résultat : l'effacement de la classe ouvrière.

Il n'est pas encore trop tard pour agir. Mais il est juste temps.

Il faut rompre le blocus. Il faut envoyer des vivres et du matériel en Espagne.

Il faut des armes et du pain.

ET TOUT DE SUITE !

L'UNION ANARCHISTE.

A vos ordres mon colonel !

Le Colonel X..., parlant sans doute au nom du syndicat de sa catégorie, nous a exposé dans *Messidor*, organe de la C.G.T., sa conception d'une guerre mettant aux prises la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Nous ne discuterons pas le point de vue technique de notre stratégie confédérale. Nous ne nous scandaliserons pas non plus de voir un organe syndicaliste abriter la prose d'un colonel de l'armée française (qu'en dites-vous, rédacteurs et lecteurs de *La Vie Ouvrière* d'avant la guerre, vous qui faisez profession d'antimilitarisme actif ?... mais où sont les neiges d'antan ?). Cette collaboration est parfaitement dans l'ordre actuel et s'en étonnerait serait perdre son temps. Depuis que le Front populaire a adopté l'armée nationale et s'enthousiasme au passage des tanks défilant dans l'avant de des Champs-Elysées, il n'y a aucune raison pour qu'un colonel n'ait pas ses entrées rue Lafayette et ne puisse servir sous les ordres du général, directeur de *Messidor*.

Tout de même, nous avons un peu tiré à lire l'article en question, d'autant plus qu'à la fin de celui-ci, ledit colonel franchit d'une botte légère et allége la distance qui sépare le militaire du politique. Voici, en effet, sa conclusion, que nous transcrivons intégralement : « La sécurité de la Tchécoslovaquie, liée au sort de la paix, se trouve donc étroitement dépendante de la solidarité des démocraties ». Le sens en est très net et se passe d'explications. Le colonel X..., lui aussi, voit le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la Tchécoslovaquie pourrait avoir de graves conséquences, qu'elle encouragerait Hitler à continuer sa politique d'hégémonie européenne, que le gouvernement français adopter une attitude ferme vis-à-vis de l'Allemagne en lui signifiant expressément qu'une invasion de la Tchécoslovaquie, tendant à faire rentrer dans le giron du Reich les minorités allemandes des Sudètes, serait inévitablement la guerre. Un tel point de vue, d'ailleurs, se défend. Disons plus : le colonel a raison et avec lui tous ceux qui pensent qu'une défaite de la T

gimes de démocraties luttant contre les régimes de dictature, mais comme un champ clos où se combattent les intérêts exaspérés des puissances. Et cet impérialisme, dernière étape du capitalisme, disait Lénine, c'est toujours, qu'il soit défensif ou offensif, qu'il se pare du masque aimable de la démocratie politique ou qu'il brandisse le faiseau du licteur. C'est toujours la violence, le rapt, l'assassinat, l'asservissement des peuples coloniaux, l'exploitation de l'homme par l'homme, la guerre.

La paix ne dépend donc point, comme le déclare le colonel X., de l'action des démocraties. Dans le régime que nous suivons, la paix n'est qu'un bienfait précaire, un beau rêve auquel d'ailleurs les colonels savent donner une conclusion plus virile à leurs yeux. Seuls les travailleurs sont capables de lui créer des fondements définitifs dans la mesure où ils sauront séparer leur cause, qui s'identifie avec elle, de celle de leur propre impérialisme. Une telle paix réclame beaucoup de sang-froid et d'audace. Car il ne s'agit point seulement de défendre la Tchécoslovaquie. Il faut sauver le monde.

L. Lashortes.

L'anarchie en jugement aux États-Unis

Léon R. Yankwich, juge fédéral connu par ses écrits et ses conférences comme libéral, vient de condamner Marcus Graham, éditeur du journal anarchiste « Man ! » (L'Homme !) à six mois de prison pour offense à la cour. Yankwich, d'origine roumaine, avait déclaré qu'il ne supporterait pas l'exécution d'un mandat de déportation datant de 1919 ; mandat délivré de toute autorité par suite de la mort de son auteur.

Graham, né à Montréal (Canada), fut arrêté à New-York le 26 avril 1919 comme anarchiste étranger et fut condamné à la déportation. Le gouvernement canadien toutefois refusa de l'accepter. En 1920, il fut refusé de répondre aux questions qui lui sont posées par les inspecteurs de l'immigration, lesquels reçoivent leurs ordres du Labor Department. Graham a été persécuté depuis 1919 ; cette condamnation à six mois de prison, non la première, équivaut à une incarcération à perpétuité. Son crime ? le Gouvernement de Canada ne veut pas le recevoir en ce pays. Il fut dit en cour que Graham sortit immédiatement arrêté de nouveau à sa sortie de prison.

Pourtant, au point de vue légale, (leur point de vue), Graham fut arrêté sous ce mandat d'arrêt qui date de 1919, et déclaré sans valeur par ce juge libéral Yankwich. Il s'ensuit donc que notre éditeur était dans son droit légal en refusant sa participation à toute transaction s'y rapportant. Son arrestation à Los Angeles en octobre 1937 étant reconnue illégale, il ne pouvait donc y avoir, légalement, un cas d'offense à la cour. Yankwich a donc dû se dire : « La Loi ! C'est moi ! »

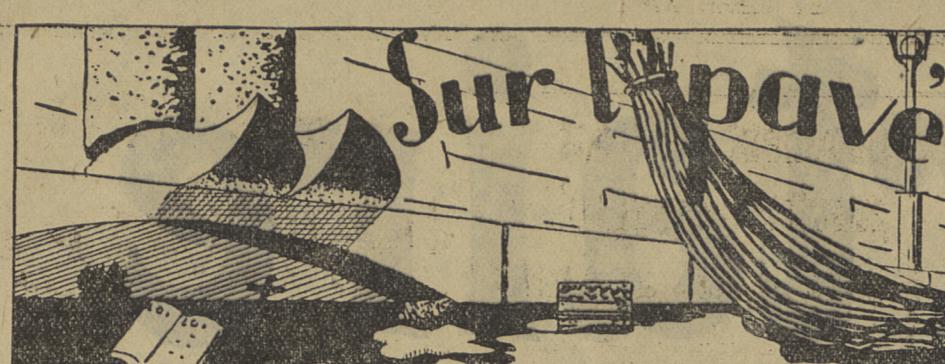
— « Pendant 18 ans », dit le District Attorney à Graham, « vous avez frustré les lois d'un pays qui vous a toujours bien traité. » Graham répondit : « Je fus toujours bien traité ! C'est faux ! Je fus arrêté pour la première fois en 1919, à Paterson, New-Jersey, jeté en prison pour deux semaines où on me refusa le régime alimentaire végétarien : je dus subister au café et au pain au milieu de gens qui souffraient de toutes sortes de maladies. Subséquemment je fus incarcéré pendant deux semaines à Ellis Island sous le même régime. En 1921 je fus arrêté à la bibliothèque principale de la ville de New-York et emmené à la « Bomb Squad ». Là, pour refus de donner mon adresse, on me tourna pendant 24 heures : « Third Degree » : le docteur d'Ellis Island (de pénitencier), en voyant mon corps en fut abasourdi. (Le commissaire de la ville de New-York, un nommé Valentine, est un des membres de la « Bomb Squad » qui participa à mon arrestation et qui me tortura.) Selon le District Attorney ce sont là de bons traitements. Je fus détenu pendant six mois à Ellis Island ; Mr. Howe, le Commissioner de ce pénitencier m'octroya mon régime alimentaire.

— Encore, en juillet 1930, un inspecteur zélé m'arrêta à Yuma, Arizona, parce que je portais deux exemplaires de « Anthology of Revolutionary Poetry », un volume dont je suis l'auteur et qui contient 40 poésies renommées d'une vingtaine de pays. Un ouvrage qui se trouve dans toutes les bibliothèques principales des Etats-Unis. Je fus incarcéré pendant deux semaines à Yuma et suivant mon calvaire, de là à El Centro, Californie ; San Pedro, Californie, et à Los Angeles dans le même Etat, toujours et partout sous le régime du pain et de l'eau comme nourriture, parce que végétarien.

— De nouveau, en octobre 1937, je fus jeté dans la geôle à Los Angeles, Californie, où je fus forcée de coucher sur le pain pendant huit jours, ici aussi au pain et à l'eau, quelque, selon la loi d'immigration, l'étranger doit être détenu dans l'ile la plus proche.

— Le 6 octobre 1937, M. Henderson, ici présent, sans aucun mandat d'arrêt ou de permission, força son entrée chez moi et emporta non seulement ce qui m'appartenait, mais confisqua tout ce qui concernait le journal « Man ! » dont je suis l'éditeur. On me mit les menottes et je fus ainsi brûlé par les rues de la ville ; on me fit passer au service Berillon malgré moi. Le représentant du gouvernement, supposé être le serviteur du peuple, considéra ces termes comme satisfaisants, légaux, et selon les lois et la Constitution.

— Je ne veux pas répondre aux questions qui me sont posées, c'est bien vrai, mais pourquoi ? La raison principale est celle-ci : N'ayant jamais contribué à faire les lois, je ne reconnais à



DROITS D'AUTEUR

On rejoue « En bordée », vaudeville idiot d'un certain Pierre Weber, soi-disant écrivain qui démarqua platement le « Train de 8 h. 47 ». D'autre part, MM. Jean et Pascal Bastia intentent un procès à M. Albert Willemetz à propos d'une idée de pièce volée.

Enfin il paraît que M. Carlo Rim a plagié pour le film « Hercule » un scénario qui lui avait été soumis par Cayatte et Philippe Lamour.

Devant ces controverses entre littérateurs, M. Maurice Thorez, homme de lettres lui aussi (Fils du Peuple) entend défendre ses droits d'auteur. Il interenterait un procès à M. Jean Charles Legrand qui lui a dérobé le titre « Front des Français » retenu par lui pour une fantaisie héroï-comique qui pourrait bien être une tragédie.

VIEUX PANTINS...

De l'« Action Française » du 22 mars, sous la signature de Charles Marais, ces lignes : « ... elle (l'A. F.) ne veut pas tolérer que de tels chants guerriers soient entendus par des gens qui n'ont pas en poche leur engagement volontaire. »

Comme inconscience on ne peut pas mieux.

Pendant la guerre, « cher maître à tous », à l'armistice et trop souvent après la guerre, n'en entonnerez-vous point des chants guerriers ? N'en entonnerez-vous pas bientôt, hélas ! pour une autre cause que la défense des ouvriers d'Espagne ? Dans laquelle de vos poches, dites-nous, était ou sera votre engagement volontaire ?

A part un conseil de récupération que vous passâtes en 14 ou 15 — « en costume héroïque », comme vous écriviez alors — et où vous faites maintenu — naturellement ! — dans la réforme, qu'avez-vous fait, triste héros ? Vous, votre Léon Daudet, qui ne manquez jamais l'occasion de nous conter qu'il fut blessé en août 14, mais oubliez de préciser que c'était dans un accident d'automobile... sur une route touristique... Qu'avez-vous fait tous les deux ? Vos engagements volontaires pour la défense du pays, montrez-les-nous.

Impossible. A vos pauvres noms en matière d'héroïsme, vous préférez substituer ceux d'Octave de Barral et de Léon de Montesquiou, bien morts pour leur patrie, ceux-là ; c'est moins dangereux pour vous.

Allons, allons, un peu de pudeur ! C'est très joli de n'avoir jamais rien fait en temps de guerre, d'être certain de ne jamais rien faire, d'être un marmot à la première, un valéudoire à la seconde et un vieillard à la troisième, mais il ne faut tout de même pas en abuser.

aucun pays le droit de me questionner sur ma vie personnelle ou sur mes croyances politiques. Au moment de ma première arrestation, l'inspecteur d'immigration dut admettre que, si je ne voulais pas répondre à ses questions, il ne pouvait y avoir de poursuite. Néanmoins, les représentants de la loi veulent que je les aide, en témoignant contre moi-même, pour qu'ils réussissent à me faire déporter. J'ai donc persisté à refuser d'outrager mon « self-respect » en devenant un témoin contre moi-même ; et aucun tribunal dans un pays quel qu'il soit, ne parviendra à m'y forcer.

— Si cette cour ou toute autre persiste à me garder en prison pour le crime de refuser de témoigner contre moi-même, je ne crois pas que le peuple américain qui sait ce qu'est la liberté, permettra que je podrissse en prison être jugé comme si l'affair et comme je continuerais à faire.

— Au Canada, pendant la boucherie de la dernière guerre, j'ai protesté contre la conscription. L'en suis fier. Là, j'ai été des publications qui revendiquaient la liberté sociale, économique et politique comme la forme la plus élevée de la vie de l'homme.

— Et depuis mon entrée aux Etats-Unis en 1919, j'ai continué selon le mieux de mon humble habileté à propager par la parole et l'écrit la vraie liberté pour tous. J'ai mis dix ans à élaborer « An Anthology of Revolutionary Poetry » ; et, depuis cinq ans, je consacre tout mon temps à la publication de « Man ! ». Si je n'étais pas l'éditeur de ce journal anarchiste, je ne ferai pas face à la prison.

— Et pourtant « Man ! » est publié légalement : il est accepté par les autorités postales ; aucun collaborateur, ou moi-même, n'avons jamais été poursuivis pour ce qui paraît dans ses pages. Donc, tous mes crimes étaient résumés, il reste celui d'être un penseur indépendant. Le crime d'un homme qui dénie que le gouvernement est le bénéficiaire de l'humanité.

— Oui, il est bien vrai, ce n'est pas la première fois ni la dernière que le penseur est persécuté : la lutte pour l'émancipation est longue et ardue aussi bien qu'incessante. Je suis fier d'avoir contribué pour ma petite part à ce vaste mouvement qui apportera le bonheur, la vraie égalité et la vraie liberté pour tous. C'est là le rêve de l'anarchiste.

— Le District Attorney a dramatiquement conclu que mon crime principal était de rogerer ce rêve. C'est avec orgueil que je ne reconnais coupable de l'accusation : juge « Liberal », terminez mon incarcération !

— « Je termine en citant le grand Américain Henry David Thoreau : « Au lieu de l'amour, de l'argent ! Et j'y ajoute : « La Liberté, essence de l'anarchie ! »

JULIES SCARCIERIAUX.

P.S. — L'American Civil Liberties Union, 129 W. 2nd, St. Los Angeles, California, s'occupe de la défense de Marcus Graham, qui est en liberté sous 2.000 dollars de caution. Le cas est en appel.

Grande Soirée Artistique au profit du « Libétaire »

VENDREDI 8 AVRIL, A 20 H. 30

Café de l'« Autobus »
77, rue de la Voie-Verte, Paris (14^e)

avec le concours de :

Charles d'AVRAY, Musette FIGARO,
Félix GIBERT, Jacques GRELLA,
Henri GUERIN, Jacqueline HOPSTEIN,
Georges QUEY, Martial ROSSIGNOL,
Paule SANDRA, Noëlle VERGES
et M. DUCHOSE ???

Au piano : Mme CAPAUMONT

Prix d'entrée : 6 francs

Chômeurs et enfants : 3 francs

M. JOSEPH CAILLAUX A 75 ANS

Ayant atteint l'apogée du succès, M. Joseph Caillaux, spécialiste des questions financières, au Sénat, et champion de l'antibolchévisme, fêta ses soixante-quinze ans.

Et toute la presse de droite de passer abondamment la pompadou à celui qui doit « tomber » dans quelques jours le ministère à direction socialiste.

« Jo » est un grand homme.

Il fut pourtant une époque où le valet du patronat français n'en menait pas large et n'était pas fâché que cette bonne fille de classe ouvrière tire des griffes du « Tigre ».

A ce moment le frétilant sénateur n'était pourtant pas frappé de sévérité.

Mais il avait en face de lui un Clemenceau. Et c'était tout de même autre chose que le grand chef de la S.F.I.O.

IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE

La triste expérience de la C.G.T.U. ne semble pas avoir instruit les bolcheviks. Il est vrai qu'ils ne sont que des valets. Si la fameuse formule de la « politisation des grèves » n'est plus, les grèves politiques sont de nouveau provoquées par les sous-ordres de Staline. Les grèves présentées de la métallurgie en sont le dernier produit.

Nos communistes s'étaient cru habiles de profiter du légitime mécontentement des ouvriers pour provoquer la chute du gouvernement Blum et pour leur entrée dans le futur ministère d'Union nationale. La manœuvre politique a échoué. Blum a résisté — pas pour longtemps — aux assauts de ses différents adversaires. De ce fait les hommes du 120 se retrouvent avec une grève sur les bras, dont ils voudraient bien se débarrasser.

Pour cela ils emploient leurs méthodes habituées, la calomnie et l'injure. Ils rejettent la responsabilité du mouvement gréviste sur les amicales socialistes, sur les trotskystes, et sur ces éléments incontrôlables « anarchistes ». L'Humanité, Ce Soir sont mobilisés pour ce sale travail. Les communiques du parti et de ses succursales à la presse abondent, condamnant qu'elle a été déclenchée sur l'ordre des délégués, tous staliens. Mais les ouvriers semblent mal comprendre le nouveau tourant, ils résistent et ne veulent pas abandonner la lutte, au grand dommage des dirigeants des métiers qui nagent lamentablement.

Pour les sortir de ce mauvais pas, est-ce que le fils du peuple, Maurice Thorez, ne pourrait pas leur faire une conférence sur son sujet préféré, et en l'expliquant en détail : « Il faut savoir terminer une grève ».

Rappelons qu'il est laissé au prix minime de 3 francs le 100 et 25 francs le mille.

Adresser les commandes à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris (10^e). Chèque-Pos-tai, Paris 487-78.

RAJEUNI DE DIX ANS

C'est de Jouhaux qu'il s'agit. Par le chahut organisé l'autre jour contre lui à Buffalo, il aura pu se rendre compte que les communistes, malgré leurs palinodies politiques, n'ont pas changé leurs méthodes de sabotage depuis le temps où ils étaient ultra-révolutionnaires et antiréformistes. Jouhaux n'a pas pu oublier le sabotage odieux, dont sur sa personne, la manifestation monstre du Cirque de Paris, pour l'affaire Sacco-Vanzetti, fut l'objet. Ce drame abominable de la ploutocratie américaine ne trouva pas grâce devant l'esprit partisan des communistes. Ils furent les seuls à saboter une manifestation qui avait fait l'unanimité de la classe ouvrière française.

Les sifflets de Buffalo ont dû rajeunir Jouhaux de dix ans et lui rappeler désagréablement ceux du Cirque de Paris.

• • •

DANS LA LIGNE

Un bel exemple de discipline fut donné dernièrement parait-il par Suzanne Girault, du parti communiste. Lors d'une fête à la Mi-Carême, cette militante déguisée sa fille, la petite Nadia, onze ans, en Alsacienne. Mais cela ne suffisait point encore. Au cou de l'enfant, elle penda une croix bénite et à quelqu'un qui s'en étonna, elle répondit : « On tend la main aux catholiques. Je suis dans la ligne ».

• • •

LES CHEFS DÉPASSÉS PAR LES TROUPES

Au meeting de Buffalo, alors que Raynaud et Henrion purent s'exprimer dans le calme le plus complet et l'approbation la plus unanime, Jouhaux ne put prendre la parole. Un tumulte de sifflets et de cris divers couvrit la voix de l'orateur syndicaliste.

« Jouhaux à l'action », hurlaient ceux qui non seulement n'agissent pas, mais encore sabotent l'action des autres.

Malheureusement pour les organisateurs de ce beau chahut, Jouhaux ne trouva pas la plaisanterie de son goût et planta là et les gueules déchirées et les chefs d'orchestre impuissants.

Naturellement, et avec leur bonne foi coutumière, MM. les communistes prétendent que la manifestation fut l'œuvre d'éléments « incontrôlables, anarchistes et trotskystes ». On

se demande un peu, si cela était vrai, pour quoi ceux-ci auraient écouté Raynaud et Hénaff avec tant de religiosité.

La vérité est que la consigne a été ouverte par les « forts en gueule » du parti. Une autre fois, les metteurs en scène staliens sauront que pour avoir une bonne représentation le jour de la première, il est bon de faire quelques répétitions.

♦ ♦ ♦

PROPAGANDE... PROPAGANDE...

Alors qu'il n'était que simple député aux opinions diverses ou ministre quelconque, Frossard (Ludovic-Oscar) avait donné ordre à ses rédacteurs et autres employés de l'Homme Libre d'écrire rebelle ou insuré chaque fois que, dans une dépêche d'agence, il était question des horde nationalistes de Franco.

Mais, maintenant qu'il est — le premier en nom — ministre de la Propagande, il renverse la vapeur. Espérant ou craignant (pour son matricule) une victoire franquiste, il vient de donner l'ordre, à la date du 24 mars, à ses employés, de ne plus jamais écrire ni imprimer rebelle ou insuré, et de remplacer ces mots par nationalistes.

Tout de même, au temps de Clemenceau, l'Homme Libre avait une autre indépendance.

• • •

MAIS SI, DORS...

Cinq millionième cégéiste, mon frère, bonne machine à coton, digne franc-maçon, lecteur du Journal ou du Petit Parisien (ou bien du Jour ou du l'Human), tout l'indifférence n'a d'égal.

Le que la veulerie, toi qui es prêt à faire des heures supplémentaires pour la soi-disant Défense nationale — mais dans le seul but d'en mettre plein tes fesses — dois, te dis-je. Et ce n'est pas C. G. T. qui te réveillera. Au contraire.

La Paix ? Oui l'abdication ? Non

Près d'un quart de siècle s'est enfin. La faculté d'oubli de la bête humaine est immensurable et au bout de la route où, sous la conduite des prêtres des nouvelles religions, cheminent les peuples inconscients, dessine déjà, à nos yeux égarés, la vision dantesque des carnages futurs.

L'horreur s'empare de ceux qui se souviennent et le spectacle des crimes dont l'Espagne est le théâtre fait douter de l'humanité les réfractaires épis d'idéal qui avaient pensé — pauvres fous — que jamais plus la terre ne serait fertilisée de larmes et de sang.

Chimère !

Les orthodoxes du pacifisme ; les tout ceux de l'espèce bovine qui goutaient béatement les fruits de la dernière victoire sans se soucier des millions d'êtres, leurs semblables, qui sur un quelconque point du globe crevaient littéralement de faim ; les satellites du pérnod ou du champagne, râçaille de bistrots ou aristocrates de boîtes de nuit, au ventre plein et au cœur vide, pensant que « ça » durerait bien autant qu'eux ; les égoïstes avec leur bag de laine, les spéculateurs avec leur compte en banque, les commerçants avec leurs feux poudre et les politiciens avec leurs fausses gueules, tout ce monde abject et méprisable, imprudent et profitier, qui a repris l'Alsace et la Lorraine avec la peau des autres peint aujourd'hui sa terreur de venir apparaître dans la nuit, profonde comme la nuit, les cowards sanglotent en disant qu'ils ne veulent pas mourir pour l'Espagne.

Pour l'Espagne ? Imbéciles !

En quoi ? Vous avez pensé consacrer une ère neuve historique comme les traités de Versailles et de St-Germain sans qu'une réaction, légitime à son origine, vienne l'enluminer mais sûrement ébranler la fragilité du château de cartes que vous avez bâti ?

Vous avez pensé vivre en paix cependant qu'un peuple de soixante millions d'habitants suait les milliards que vous lui réclamiez pour une guerre qu'il n'avait pas voulu et qu'il avait faite contraint et forcée comme l'a faite le pauvre truouffin français ?

Vous avez pensé consolider les assises de votre monde imparfait en faisant assassiner par Dölfuss et Schuschnigg des milliers de socialistes dont le seul crime était de réclamer un morceau de pain et un peu de liberté ?

Vous avez pensé étouffer le stalinisme, cette autre forme de la barbarie dictatoriale, en réprimant avec la plus impitoyable des violences les travailleurs luttant pour l'obtention de leurs légitimes revendications et en traitant comme un corps de voulous l'ensemble de la classe ouvrière.

Et maintenant que par vos appétits vous avez unifié le peuple allemand autour de son Führer, le peuple italien autour de son « duc » et ce qui reste du prolétariat mondial, qui se croit libre, autour de Staline, vous clamez votre amour de la paix et votre haine de la guerre.

Comme diantes !

Il vous faudra refouler au plus profond de vous même ce pacifisme de la onzième heure, car la guerre est la maintenant, cruelle, terrible, farouche, impitoyable. Elle a montré son visage sinistre, la basse confins du désert, sur les montagnes soi-disant inaccessibles de l'Ethiopie, qu'elle a cependant franchies. Et vous n'avez rien dit.

Elle a fauché des villes entières dans les régions lointaines de l'Asie.

Shanghai et ses grattes-ciel, et ses avenues, et ses palais, et ses usines, et ses taudis, s'est écroulée sous des tonnes de métal, tuant des milliers et des milliers de petits Chinois — de ces petits Chinois pour lesquels vous quêtez au temps de ma jeunesse. Et vous vous êtes tus. Et voilà qu'elle est à vos frontières, à vos portes, la GUERRE, et vous avez peur parce qu'elle est mère de la Révolution !

Trop tard.

Une seule chance de salut subsiste. La victoire de l'Espagne républicaine. Mais pour

que l'Espagne triomphe il lui faut des armes et c'est parce que nous avons, NOUS, sincèrement la haine de la guerre que nous demandons des armes pour l'Espagne.

■ ■ ■

Cela peut sembler un paradoxe. Jamais depuis trente ans de militarisme la plume ne m'a paru aussi lourde et pourtant je l'écris comme un devoir pour mes compatriotes libertaires, pour les « pacifistes » sincères, indécis, qui restent plongés dans une neutralité criminelle : il faut soutenir nos frères d'Espagne qui ne feront peut-être pas la révolution qu'ils avaient espérée, mais qui luttent héroïquement pour défendre les derniers rémparts de la liberté, aussi médiocre soit-elle, contre les forces conjuguées des fascismes italien et allemand.

Ah ! nous n'avons rien oublié ! Nous savons les responsabilités qui pèsent sur le capitalisme franco-britannique qui a entraîné les hommes dans une impasse. Nous connaissons les crimes d'une bourgeoisie inconsciente et nous les avons maintes fois dénoncés. Mais le fait brutal est là. Un peuple de travailleurs, orgueilleux de son indépendance, malgré la puissance de ses adversaires résiste depuis vingt mois pour ne pas être réduit en esclavage. Il n'a pas puissé sa science révolutionnaire dans les livres de Marx, d'Engels ou de Kropotkin. Il n'est pas cultivé peut-être. Mais il éprouve qu'au nord des millions de prolétaires s'étaient inclinés avec passivité devant un fou mystique ; qu'à l'est, depuis trois lustres, ses frères italiens étaient soumis à la tyrannie monstrueuse et spectaculaire d'un César de seconde zone rêvant d'asservir l'univers ; et ce peuple, grand parmi les grands, s'est dressé en criant au monde que les descendants de l'homme à la longue figure ne laisseraient pas passer le fléau qui a ravagé déjà les trois quarts de l'Europe.

Ils ont dit : C'est assez. Et sans pain et sans armes, les mains vides et le cœur vierge, ils ont abandonné le champ et l'atelier, laissant de leur poitrine un rempart et acceptant de se faire tuer sur place pour arrêter la marche triomphale des hordes d'Attila.

Nous l'avons dit, nous l'avons écrit, nous l'avons hurlé.

Le cœur angoissé, nous avons chanté leurs victoires, nous avons pleuré leurs défaites. Car leur défaite serait notre défaite, leur victoire serait notre victoire. Ce n'est pas notre sensibilité qui nous guide, c'est notre raison. Et nous savons que nous avons raison.

— Naïfs que vous êtes, nous répond-on, des armes pour l'Espagne, mais c'est la guerre.

C'est pas vrai. C'est un mensonge. Ce ne pourra être, éventuellement, que l'excuse infâme derrière laquelle se retranchera un nationalisme de profiteurs, comme Sarajevo fut l'excuse de la guerre de 1914. Mais je veux chasser de mon esprit cette hypothèse.

Pourtant si, malgré tout, le monde en folie aboutit jusqu'à la conséquence ultime de sa démente, se laissant entraîner dans le plus immonde des carnages, alors c'est qu'il l'aura voulu, qu'il ne mérite pas de vivre et qu'il n'a plus qu'à s'écraser dans la boue et le sang.

J. CHAZOFF.

Franco lui-même reconnaît l'infériorité d'armes des gouvernementaux

On lit dans *Paris-Midi* du 28 cet aveu qui se passe de tout commentaire :

« Du côté de Franco toujours, on assure que les gouvernementaux disposent environ de 250.000 hommes de troupes catalanes. MAIS N'ONT NI ARTILLERIE LOURDE, NI AVIATION EN QUANTITÉ SUFFISANTE POUR RÉSISTER. »

Les forces de libération

Celui qui contemple le panorama actuel des forces sociales agissantes et qui calcule quelles chances de victoire à la liberté dans la situation complexe que traverse la France, arrive facilement à une conclusion pessimiste. Ces forces sont certainement les moins nombreuses. Laissant à part les tentatives autoritaires de droite, nous sommes bien obligés de constater que le bolchévisme monopolise une telle somme de matériel physique humain qu'il serait, dans une révolution, le vainqueur total de toutes les tendances de gauche.

Pourtant, je suis absolument convaincu que la bataille peut encore se gagner. Le désir de liberté n'est pas mort. Les hommes la recherchent souvent par des moyens incohérents, contradictoires. Le tribun populaire élevé au rang de dictateur a été, au cours de l'histoire, souvent salué comme un libérateur parce qu'il renversait les oligarchies, les factions, les partis qui ne faisaient que se disputer et écraser la nation. Il devenait à son tour aussi mauvais que ses victimes, supprimait le reste de liberté que le désordre et les contradictions oligarchiques avaient laissé subsister.

Et au bout d'un certain temps, le peuple cherchant une autre solution, retombait sous la coupe des oligarchies.

Il en sera ainsi tant qu'il ne comprendra pas que la liberté ne peut être le fruit de la délégation de sa volonté, mais de l'exercice direct et concerté des activités générales.

Toujours l'historien qui recherche la nudité des faits constate que, quels que soient les moyens employés et les chemins pris, ce n'est pas l'oppression que les masses humaines

poursuivent dans leurs attitudes différentes. Une bonne partie du peuple allemand a suivi Hitler pour se libérer de la servitude dans laquelle la France et ses alliés l'avaient plongé. Certains chefs fascistes invoquent la liberté pour trouver des partisans. C'est au nom de la lutte contre l'oppression étrangère ou nationale, que les peuples suivent presque toujours leurs tyrans.

Dans le parti communiste même, la plupart des hommes sincères croient encore que la dictature du prolétariat est la faculté, pour l'ensemble des salariés, de se libérer de l'exploitation et d'assimiler les exploiteurs dans les rangs des travailleurs communs. Ils ignorent ce que cache cette formule. Ils n'aspirent pas à opprimer. Si nous demandions aux hommes de se prononcer pour ou contre la liberté, quatre-vingt-dix-huit pour cent l'acclameraient avec enthousiasme.

Je ne crois pas au complexe de lassitude que nous décrivent certains sociologues. Il est vrai que le mauvais usage de la liberté produit des réactions populaires. Toutefois ces réactions ne vont pas contre la liberté en soi, mais contre le désordre des libertés de toute espèce. Quand la pourriture parlementaire, les scandales financiers, les banquerouutes économiques, la misère, l'immoralité des partis atteignent un certain degré, la liberté du citoyen est profondément blessée. Il vaut se libérer de tous ces maux. Le désordre, la misère, l'indignité constituent aussi un esclavage, tant moral que physique.

Et l'on accepte l'ordre que d'autres permettent. Mais quand on se rend compte que cet ordre, moins profond qu'on ne l'espérait, implique une diminution de liberté plus grande qu'on ne supposait, le mécontentement

Comment le front populaire espagnol a facilité le jeu de Franco

« Lo que han hecho en Galicia » (« Ce qu'ils ont fait en Galice ») est un ouvrage publié par les Editions « España » et qui traite — appuyé sur le témoignage de quelques fugitifs de l'enfer fasciste — de l'envergure, et des méthodes et modalités de la terreur blanche en Galice...

En fait, l'intérêt pour les révolutionnaires n'est pas autant, dans cette dénonciation, sobre et simple, des crimes incommensurables des assassins fascistes, mais dans certaines observations et faits expliquant la victoire de ceux-ci, lors de l'insurrection du 18 juillet 1936.

La bestialité des fascismes italiens et allemands, pour ne citer que ceux-là, a, depuis longtemps, indiqué aux révolutionnaires, la sauvagerie de leurs sentiments, pour qu'ils soient surpris par les assassins qui se sont perpétrés et qui s'accusent encore en Espagne dominée par la contre-révolution bourgeoise. Un fait démontre : qu'il a été donné aux fascismes espagnols, d'avoir facilement appris les leçons de la criminalité bourgeoise.

Par contre, il est du plus haut intérêt, de voir que la victoire des fascismes a été acquise grâce, en premier lieu, à la veillée immense des dirigeants du Front Populaire, et à leur mentalité petite bourgeoisie, et par conséquent enemis des solutions révolutionnaires. Ceci est exposé clairement, et avec une naïveté qui frise la sottise.

Pour caractériser l'abîme d'impuissance dans lequel se trouvent toutes les paraboles des différents F. P., et autres « collaborateurs de la cause » et « paix sociale », les propos lénins par l'Alcide de la Corogne — quelques heures avant l'assaut par les fascismes du « Gouvernement civil de cette ville — sont terriblement symboliques.

Celui-ci : Suarez Ferrin déclare : « Nous sommes entre l'épée et le mur ; si nous armons le peuple, qui pourra ultérieurement le contenir ? (lisez qui pourra empêcher la réalisation de la révolution). Et si nous ne l'armons pas, que va-t-il advenir de la république ? » (page 179).

C'est ainsi qu'à travers ces hésitations tristes, où la peur de la révolution ouvrière, contrebalance plus fortement la peur de la réaction bourgeoisie, la classe ouvrière est toujours victime de ses dirigeants.

Car les organisations ouvrières de la Galice, très F. P., parti politiques et syndicats compris, refusèrent constamment d'armer les ouvriers et de répondre par la révolution à l'attaquant militaro-fasciste. Page 19, il est dit : « Les dirigeants de ces organisations (il s'agit des partis politiques et des syndicats ouvriers) s'opposaient, à tous moments, à donner des armes au peuple, afin qu'il lutte révolutionnairement contre les insurgés ».

Page 20 : « Si quelques résistances ont été opposées aux insurgés ce fut le peuple même, spontanément et sans armes qui l'entreprit ». Car les hommes du F. P. qui avaient mis toute leur foi et leur cœur, en les mercenaires et souvent fois, assassinés de la « Guardia Civil » et « Gardes d'assaut », pour se maintenir dans la plus stricte légalité, se refusèrent à donner des armes au peuple » (page 20). Comme on le voit à Vigo comme à Paris, la même mentalité, engendre la même formule : l'inéparrable « La police avec nous ». Tandis qu'on est forcée d'avouer que « si on les leur avait données (il s'agit des armes au peuple), la révolution militaire aurait été totalement vaincue en vingt-quatre heures » (page 20).

Malheureusement, il n'en fut non pas ainsi, mais « dans beaucoup de villes, ce furent aussi les autorités républicaines et socialistes, qui empêchèrent énergiquement, au risque de leur propre vie, l'assaut des quartiers de la « Guardia Civil » (page 21).

En pleine bataille de rues, dans la petite localité de Lavadores près de Vigo, où les ouvriers sans armes avaient entrepris la bataille malgré les dirigeants, ces derniers osèrent pouser la lâcheté jusqu'à empêcher de nombreux groupes d'ouvriers venus au secours de Lavadores de prendre d'assaut la « Guardia Civil », pour se munir d'armes. « Il y eut une discussion dramatique. L'Alcide, appuyé par le député socialiste Antonio Bilbaita et les différents directeurs de la U.G.T. les en dissuadèrent » (page 25).

Le rôle absolument funeste joué par les dirigeants, ressort donc clairement de ces quelques citations, rôle qui permet par la mystique de la légalité, et de la « Paix sociale », c'est-à-dire par la mystique du F. P., d'immobiliser, de contrarier et de paralyser les ouvriers, les empêchant de se lancer résolument dans la bataille contre le fascisme. Le F. P. est devenu ainsi le fossoyeur de la classe ouvrière.

Ces faits ne sont signalés par les auteurs, qu'on sent être admirateurs du F. P., et « main tendue » pour faire ressortir que, les fascismes se sont livrés injustement à une féroce répression contre des éléments qui avaient fait l'impossible pour empêcher la classe ouvrière de répondre révolutionnaire, par les armes, à la rébellion fasciste.

Ces faits ne sont signalés par les auteurs, qu'on sent être admirateurs du F. P., et « main tendue » pour faire ressortir que, les fascismes se sont livrés injustement à une féroce répression contre des éléments qui avaient fait l'impossible pour empêcher la classe ouvrière de répondre révolutionnaire, par les armes, à la rébellion fasciste.

Nous croyons, en étudiant un des aspects de base, celui de la négociation de toute dictature, que les événements de juillet et la guerre qui en est la conséquence, n'ont fait que nous donner raison. La ligne du progrès, de la justice, de la liberté, est celle que nous avions fixée, et à laquelle aujourd'hui comme hier, nous nous maintenons sans dogmatisme ni sectarisme. Face à notre manière de voir, seule l'idée de dictature peut proscrire, de parti ou de camarilla, et l'expérience

ment se fait jour, et seule la force maintient le nouveau régime.

Qu'est-ce, au fond, que la tyrannie, sinon la liberté pour un homme ou une poignée d'hommes de faire ce qu'ils veulent ? Pourquoi ceux des bolchéviques qui connaissent la réalité de la « dictature du prolétariat » l'acceptent-ils, sinon parce qu'ils espèrent pratiquer sur les autres cette dictature, mais non en être les victimes ? Les plus grands contemporains de la responsabilité et du devoir individuels sont ceux que l'on retrouve, au lendemain des révoltes, dans la police et dans les postes bureaucratiques parce que c'est là qu'ils échappent à la loi générale, au détriment des autres.

Le masochisme existe certainement. On le trouve dans l'humiliation volontaire, morale et physique, du religieux, comme dans la soumission et dans la jouissance de cette soumission, au sein des partis. Il se produit, au cours des âges des régressions maladiives de certaines collectivités qui trouvent dans la douleur une joie aiguë et décadente. Mais cela n'est pas le fait de l'ensemble des peuples, ni même d'une nation. Le rire est le propre de l'homme, et non pas les larmes. Le romantisme de Rousseau, de Chateaubriand, de Stael, de Lamartine et de Musset a bientôt été remplacé par celui de Michel et de Victor Hugo, par les barricades de Paris, d'Allemagne, d'Italie et même d'Espagne.

Nous ne traversons pas une période de révoltes contre la liberté, mais une étape de l'histoire où les souffrances ont été telles que l'on a cherché des solutions désespérées. Le désordre, la misère, l'indignité constituent aussi un esclavage, tant moral que physique. Et l'on accepte l'ordre que d'autres permettent. Mais quand on se rend compte que cet ordre, moins profond qu'on ne l'espérait, implique une diminution de liberté plus grande qu'on ne supposait, le mécontentement

“Le socialisme sera libre ou ne sera pas”

par D. A. de SANTILLAN

Depuis plusieurs années j'ai opposé au totalitarisme sectaire des diverses fractions du socialisme, une pensée d'accord et de bonne intelligence, sur la base du respect mutuel, de la mutuelle compréhension et de la tolérance respective. Quoiqu'il n'y ait rien de nouveau sous le soleil, et que cette position naisse des entraînements mêmes de l'idée anarchiste, nous avons été des quelques-uns qui, dans ces derniers lustres, opinions de cette façon car — hormis un petit nombre de propagandistes — pour la grande majorité l'on ne connaît rien d'autre que « tout ou rien », le triomphe complet ou la défaite. C'est que prime un simplisme désespérant et une incompréhension durable due à la complexité des problèmes sociaux. De plus, visait dans toutes les traditions, dans l'éducation reçue, dans les sentiments hérités, les virus des solutions autoritaires et l'un des secteurs du socialisme, le marxiste, s'était développé justement dans la direction la plus « liberticole ».

L'Etat marxiste avant 1914-1918 ne laissait dans ses interprétations théoriques, ni dans ses manifestations pratiques, aucun jour par faire revivre un sentiment quelconque de tolérance et de compréhension devant les autres modalités socialistes.

Quand fut proclamée la République, le 14 avril 1931, nous avons vu que l'unique

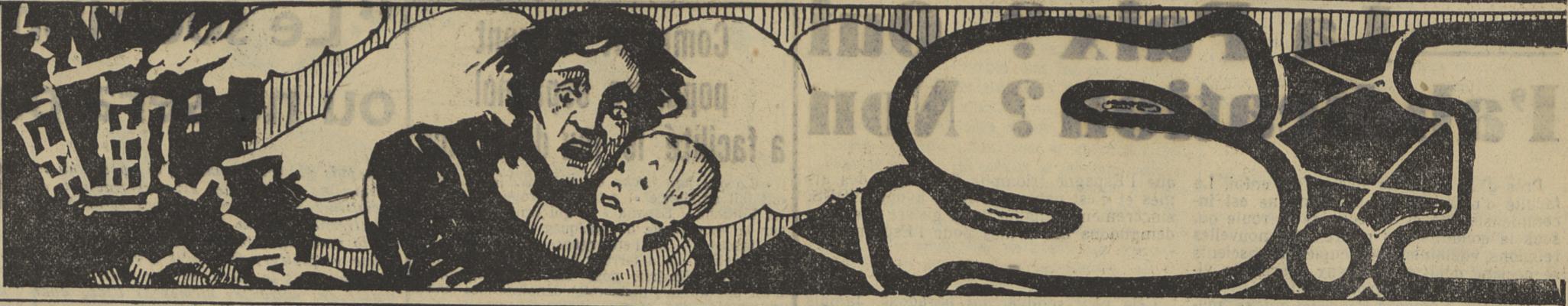
salut résidait dans le bon accord des socialistes et des anarchistes espagnols, non pas

dans une fusion ou une confusion d'idées et

Si le souffle ardent de juillet 1936 anime de nouveau les antifascistes espagnols, tout va changer.

FRANCO N'A DONC PAS PARTIE GAGNÉE.

Mais qu'attendent les ouvriers français pour agir en faveur de leurs frères d'Espagne ?



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Les antifascistes unis de nouveau en Espagne

La malversation bolcheviste

Réponse à des calomnies

La Solidarité Internationale Antifasciste a annoncé que Jouhaux et Guiraud avaient subi depuis deux mois une attaque en règle du Parti communiste français, de ses filiales et de tous ses militants bien gagés. Si nous avions échoué dans notre tentative ; si S. I. A. n'était devenue la forte organisation que vous avez faite, camarades, on nous laisserait tranquilles. Il ne nous déplaît donc point d'être ainsi pris à partie puisque cela sous-entend que notre organisation se porte à merveille et qu'elle atteint de plus en plus ses buts.

Nous détrons quand même répondre à certaines calomnies déversées contre nous, ne serait-ce que pour rassurer les rares amis de la S. I. A. que pareils mensonges énervent.

Les bolchevistes font courir le bruit que notre Comité de Patronage serait des plus fictifs, qu'il aurait été composé sans l'autorisation de la plupart de ses membres.

Nous affirmons que tous les membres du Comité de Patronage de la S. I. A. ont donné individuellement leur adhésion au dit comité ; que tous savaient à quoi s'entendre de faire, toute la propagande nécessaire en vue d'obtenir la libération de tous les camarades espagnols emprisonnés dans les prisons de Madrid, de Valence, de Barcelone et d'ailleurs, ce qui n'a pas l'heure d'enthousiasmer les bolchevistes qui osent écrire que pas un antifasciste n'est enfermé dans les geôles républicaines d'Espagne, que celles-ci ne retiennent que des gens de la cinquième colonne, des agents de Franco.

Pourtant, nous avons entre les mains un rapport de la C. N. T. (régionale de la Catalogne) qui proteste parce que 2.500 de ses adhérents sont emprisonnés. Pourtant, la C. N. T., s'efforçant, face au péril, de refaire entre les antifascistes l'union sacrée, pose comme première condition l'élargissement des prisonniers antifascistes.

Et nous pourrions ainsi, de la même façon, réduire à néant les mille et une salées répandues sur notre organisation. Mais nous devrions employer toutes les colonnes de cette page à cette besogne et nous nous refusons. Les bolchevistes ne désarmenteront jamais, puisque nous dévoilerons constamment leurs turpitudes, puisque toujours nous défendrons l'esprit de liberté contre la malversation des dictatures ; faudra-t-il, en ce cas, perdre sans cesse notre temps, notre argent, à répondre à leurs insanités ?

Non, n'est-ce pas ?
Alors, camarades, en avant pour la S. I. A. !

“Le Matin” s'en mêle

Et il fait chorus avec les bolchevistes pour demander où la S. I. A. prend l'argent qui lui sert à éditer les belles affiches que l'on voit partout.

Sur quatre colonnes en première page, composition en gros caractères et sans signature, « Le Matin » s'en prend aux « anonymes » qui ont rédigé la dernière affiche de la Solidarité Internationale Antifasciste. Apprenons donc à ce journal vertueux que nous ne faisons rien, à la S. I. A., sous le couvert de l'anonymat, et que les responsables de l'affiche, en l'occurrence notre secrétariat, déclarent au « Matin » qu'ils sont à sa disposition pour toutes « explications ».

Toutes les sommes dont nous disposons sont utilisées à l'entretien des 215 enfants de Liensa (dépense d'environ 25.000 fr. par mois) ; à l'envoi de vivres en Espagne. Elles nous permettent d'affirmer de temps en temps, pas aussi souvent que nous le voudrions, notre solidarité aux proscrits politiques réfugiés en France ; elles nous procurent le moyen aussi de faire toute la propagande que vous connaissez, et c'est surtout où le bât blesse le plus tous nos nacros qui dépendent sans compter pour abraser les masses, mais voudrions nous interdire notre contre-poison.

Pour confirmer ce que nous avançons concernant les fonds mis à notre disposition, nous reproduisons ceci qui est tiré du bulletin officiel de la S. I. A. internationale : « La section française, en plus de couvrir intégralement tous les frais nécessités par la colonie des petits orphelins de Liensa, dans laquelle il y a plus de 200 enfants, envoie fréquemment en Espagne des expéditions de marchandises, lesquelles contribuent d'une façon effective au soutien du peuple espagnol en lutte contre le fascisme. »

Faut-il maintenant nous défendre d'être des trotskistes ? Les trotskistes ont leur place dans la S. I. A., mais bien peu n'y adhèrent encore, certains même la combattent et le plus grand nombre participent plutôt à la vie du S. I. S. L. Les trotskistes sont donc loin de diriger la S. I. A.

Tout est mis en œuvre par les staliniens dans le but de nous nuire. N'ont-ils pas

Jouhaux, Belin, Guiraud, Torrès, Moro-Giafferri s'affirment en faveur de l'amnistie en Espagne

Paris, le 8 mars 1938.

Monsieur le Président et cher camarade,

J'aurais souhaité pouvoir accompagner personnellement la délégation de la Solidarité Internationale Antifasciste qui se rend à Barcelone, pour vous entretenir de la question de l'amnistie. Des circonstances indépendantes de ma volonté m'interdisent d'être avec mes camarades.

Au moins vous demanderai-je de bien vouloir accueillir cette lettre personnelle. Elle vous traduira les sentiments d'une très importante fraction de la classe ouvrière française.

Celle-ci, selon moi, comprend et approuve l'action de votre gouvernement en faveur d'une armée républicaine unie, disciplinée, soumise à un commandement unique et seul responsable devant les autorités légales.

De même, la classe ouvrière française reconnaît la nécessité de rapprocher et d'unifier les organisations ouvrières espagnoles. Dans les circonstances que rencontre la République espagnole, l'unité ouvrière s'impose avec une grande force. Ici, la nécessité commande.

Mais en même temps, cette opinion ouvrière que j'invoque croît très sincèrement, et de la manière la plus désintéressée, que la discipline sera moins volontaire, que l'union sera plus difficile si quelque acte irréparable venait à être consumé. C'est pourquoi nous venons vous demander, de la façon la plus pressante, de conformer à l'idéal démocratique ?

Tout est mis en œuvre par les staliniens

dans le but de nous nuire. N'ont-ils pas

considéré s'il n'est pas possible au Gouvernement républicain de pratiquer une large amnistie à l'endroit des antifascistes actuellement emprisonnés.

J'ai la conviction qu'un acte de cette nature, réalisé par votre Gouvernement, acte qui serait à la fois de générosité et de compréhension, aurait pour effet de resserrer autour de vous, pour l'action utile, tous les antifascistes espagnols. Il élargirait ici, en France, votre audience auprès des travailleurs français, et renouvelerait l'élan de la classe ouvrière française vers la classe ouvrière espagnole.

Voilà les raisons de notre appel. Pour la République espagnole, pour l'union réelle de tous les antifascistes autour de votre drapeau, pour le succès de votre noble et sainte cause, nous souhaitons qu'il soit entendu.

René Belin.

Paris, le 3 mars 1938.

Monsieur le Président du Conseil,

Seules, mes occupations professionnelles en ce moment particulièrement absorbantes, m'ont empêché de me joindre à une délégation où sont représentées les opinions démocratiques les plus diverses, et qui va solliciter l'amnistie des prisonniers politiques.

Voulez-vous me permettre de vous dire combien je le regrette et combien j'aurais été heureux de plaider auprès de vous une cause aussi

qui me pousse à demander pour

tous ceux qui souhaitent ardemment le triomphe de votre fière République contre le crime fasciste, tous ceux qui, comme moi, dès la première heure et parfois au mépris des injures ont considéré comme un devoir d'exprimer très haut ce sentiment, souhaitent, j'en suis sûr, à notre requête.

Aux yeux de l'Univers attentif, rien ne pourra produire effet meilleur qu'une large amnistie, permettant d'organiser dans un suprême élan le front de la loyauté démocratique contre la trahison fasciste.

V. Moro-Giafferri.

Paris, le 4 mars 1938.

Monsieur le Président du Conseil,

Pour joindre ma voix à celles qui réclament aujourd'hui l'amnistie en faveur des prisonniers antifascistes, je n'ai d'autre qualité que la fidélité de mon dévouement à la cause de l'Espagne républicaine.

Sans doute est-il permis à l'avocat, à l'ami du colonel Macia, orgueilleux de toutes les batailles judiciaires qu'il mène pour une Espagne libérée, de formuler du fond du cœur le plus sincère et le plus ardent des vœux : celui de voir demain tous les antifascistes d'Espagne prendre, face à l'ennemi, leur poste de combat.

Certes, je n'oublie pas les exigences souvent légitimes d'une politique où je n'aurais garde de m'ingérer.

Mais je ne puis résister, pour l'Espagne comme pour la France, à ce mouvement du cœur et de l'esprit

qui me pousse à demander pour

tous ceux qu'anime, contre le fascisme, une conviction loyale et pure, une amnistie large, une amnistie vraie.

Alarme !

Dans nos sections

PARAISE

Malgré le caractère d'improvisation de notre soirée du mardi 15, notre conférence réussie avait attiré un public nombreux et sympathique.

Ce résultat fut acquis grâce au dévouement et à l'activité des bons camarades antifascistes de Paraïse, qui surent organiser rapidement la conférence et placer un nombre de cartes suffisant à assurer le succès matériel de la soirée.

Huari fit un exposé complet de la situation en Espagne, de l'évolution des fascismes dans le monde et des dangers de guerre qui menacent les peuples. Jusqu'à présent, notre antifascisme a manqué de cohérence, de sens pratique et de virilité.

L'organisme capable de souder toutes les bonnes volontés, de coordonner leur action et qui donner une forme pratique et efficace n'existe pas. Il existe maintenant : c'est la S. I. A. dont le succès va grandissant chaque jour. Puis, après avoir dépeint la situation tragique de l'Espagne antifasciste, l'orateur fit un chaleureux appel à l'action et à la solidarité.

Les films connurent le succès habituel ; une collecte faite à la sortie démontre, par l'importance de la somme recueillie, combien les auditeurs étaient de cœur avec nous et nous approuvaient.

LIVRY-GARGAN

Le mercredi 16, nous étions à Gargan-Livry ; disons tout de suite, car il faut être franc, que ce fut loin d'être un succès.

Nous connaissons les difficultés particulières de la région parisienne, où le public est sollicité de mille façons : pourtant, avec le temps et de la méthode, surtout de la ténacité, nous pourrions réussir. Il faut placer les cartes à l'avance ; commencer ce travail de placement un mois, six semaines à l'avance, mais l'effectuer.

A Gargan, cela n'avait pu être fait, faute de temps, et les résultats furent mauvais.

Soulignons le geste du propriétaire de la clara qui nous remit 100 francs pour nos petits orphelins.

CARENTAN

La conférence faite dans cette ville le lundi 21 restera dans le souvenir des auditeurs ; cette soirée fut un de nos plus magnifiques succès, tant par le nombre d'auditeurs réunis que par l'échec complet de la tentative de sabotage faite par les Crois de feu de l'endroit.

En effet, cette réunion de la Normandie, travée par les agents de La Rocque et ceux de Dorgères, compris parmi les propriétaires fonciers et les bourgeois pas mal de Crois de feu et de chemises vertes.

Pour la circonstance, ils avaient mobilisé, non seulement à Carentan mais aussi dans les environs. Tout ce sait et nous avions été mis au courant de leurs intentions : ils devaient empêcher l'orateur de parler, s'emparer du bureau et dissoudre la réunion.

rien de tout cela ne s'est produit. Nos fascistes, qui pensaient être les plus nombreux, s'aperçurent que la population avait répondu en masse à notre appel. Cela les incita au calme. Huari put donc faire sa conférence dans le plus grand silence, coupé cependant parfois par le grognement vite étouffé de quelque fasciste durement cinglé. Notre camarade Georges Ploch, Doutreau et Jean Nocher.

LES LILAS

— Permanence tous les mercredis de 20 h. à 22 h. 10, rue de la République.

STAINS

— Assemblée générale, jeudi 7 avril à 20 h. 30, chez Fredo, Boul. Maxim-Gorki.

VERT-GALANT

— Assemblée générale, same

di 2 avril, à 20 h. 30, salle Jarry, avenue du Chemin de fer, au Vert-Galant (Vaucluse).

PONTOISE

— Grande réunion, samedi 2 avril, à 20 h. 30, salle de l'Hôtel de la Gare ; orateurs : Patorni, Doutreau, Charlier, Jaquier, Georges Ploch.

ALGERIE

— La tournée de conférences filmées faites par Huari au bénéfice des camardes d'Espagne, comme la réunion

des trois départements susceptibles d'organiser une conférence filmée sont invités à se mettre en rapport d'urgence avec le secrétariat de S. I. A. Nord-Africaine, 6, rue Léonard, à Alger.

ATTENDE

L'immense majorité de la salle applaudit ces paroles avec vigueur. Enfin, Huari termina par un vibrant appel à l'action contre la puissance fasciste.

Nos fascistes essayèrent de réagir : l'un d'eux demanda la parole. Le plan était clair : provoquer des discussions et faire tourner la conférence en queue de poisson. Huari fit remarquer que cette soirée avait pour but la solidarité envers des orphelins et qu'il ne permettrait à personne de la saboter. La meute fasciste eut beau hurler menacer, elle dut s'incliner et quitter les lieux.

Les films purent alors se dérouler devant l'assistance, restée très nombreuse.

Une magnifique collecte termina cette soirée, dont les résultats sont superbes à tous égards.

Un petit mercredi, tout de même, aux fascistes, pour les quelques centaines de francs qu'ils durent verser à la caisse.

AMARGUES

La journée du 20 mars avait débuté dans un malaise impossible à décrire.

Le malaise de jeunes gens affluant de partout dans notre petite localité pour se rendre à l'église ; les uns arrivaient à bicyclette, d'autres par cars. Quelques temps

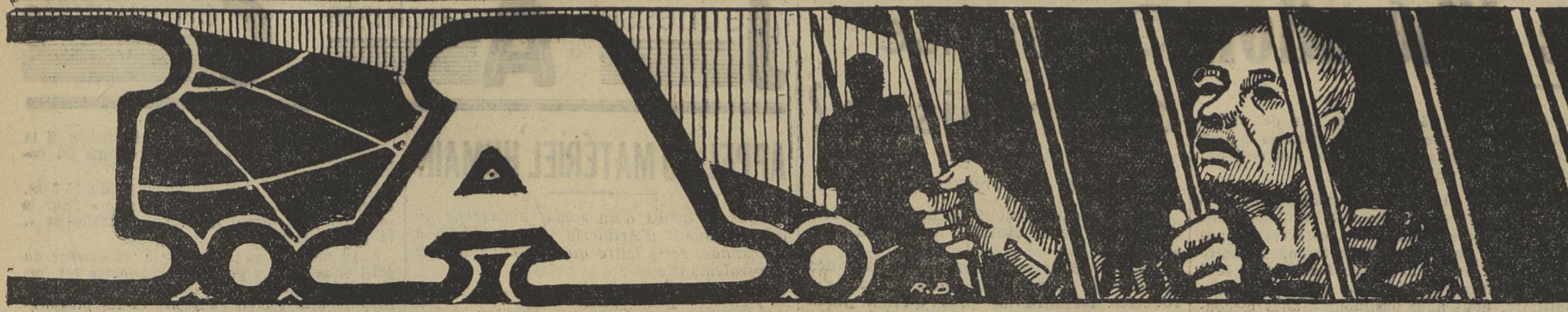
après leur arrivée nous connurent leur deesse qui était de manifester dans la rue en faveur du fascisme.

A un certain moment des camarades firent un curé saluer à la fasciste et l'encouragèrent à crier : « Vive la guerre. Il était accompagné d'une trentaine de fascistes qui déguerpirent avec lui lorsque nous protestâmes.

Cet instant nous ayant écourté nous étions une contre-manifestation à la suite de laquelle 14 compagnons sont incarcérés. Ils seront défendus par M. Talhade et Bedos du barreau de Nîmes et M. Henry Torres. — Le secrétariat de la section d'Amargues de la S. I. A.

ATTENTION !

Un nommé Jean Mas, se disant militien espagnol, a enlevé les camarades à Marseille, Lyon, Paris et dans le Nord. Le recevoir comme il convient. Et se méfier qu'il ne change d'identité.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria: 26, r. de Crussol, Paris (11^e) — Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post.: Faucier 596-03

S.I.A. en el concepto de un combatiente

Solidaridad Internacional Antifascista no es uno de esos movimientos de opinión que se forman alrededor de cualquier acontecimiento anecdótico, para quedar reducidos con el tiempo a simples recordatorios de la idea que los inspiraron. S.I.A. ha venido a satisfacer una necesidad sumamente sentida en esta época en que las agrupaciones voluntarias o forzadas de los hombres, amenazan con atrapar a los caracteres independientes entre sus tupidas mallas.

La marea del proselitismo acaudador se extiende por los pueblos. El fascismo, sobre todo, que es una concepción falsa y anacrónica de la sociedad, porque tiene por base la anulación del individuo en provecho exclusivo y permanente de determinadas autorquias que pretenden personificar el Estado, se creó lo suficientemente poderoso para desafiar al mundo. Ha elegido una época que al parecer ha de serle propia. Aprovechándose del malestar económico de los pueblos, y robustecido por las múltiples ambiciones que la paz de Versalles dejó sin satisfacer, cree llegado el momento de las represalias. Y se dispone a sembrar la muerte de nuevo por la tierra.

Urge, por lo tanto, levantar las gentes contra esa inminente amenaza de exterminio. Ya no basta sólo con que los gobiernos democráticos se apresuren por medio del rearma ganar el tiempo que emplearon en conjurar el peligro, sirviéndose de la diplomacia. Hay que despertar en todos los hombres, capaces de serlo, un sentimiento de solidaridad antifascista, que no sea exclusivamente pasivo, extático — por no decir cristiano —, renunciador a la lucha que se avecina, sino que cada uno de los que lo informan debe tomar una postura directa en ella con arreglo a sus posibilidades.

Las avanzadillas de la libertad que ya entraron en choque con las del fascismo en tierras españolas, necesitan el apoyo solidario, organizado, de todos los hombres que ansian vivir libres en cualquier rincón de nuestro planeta.

S.I.A. los llama bajo su lema

Unidos más que nunca!

¡ Unidos más que nunca ! ¡ Unidos como nunca ! Unidos a la vida y a la muerte ! Jamás las circunstancias históricas a través de un pueblo han dado tanta fuerza a una expresión a menudo empleada, pero sin tanta realidad trágica que la justificó.

El enemigo avanza. No podemos saber si será detenido o no. Ignoramos cuál será el resultado final de su esfuerzo. Ignoramos también cuáles son nuestras posibilidades de reacción. Pero lo cierto es que sólo en la mancomunidad de los esfuerzos y del heroísmo, podemos poner la mayor esperanza.

Esta mancomunidad no ha existido todavía. Tocamos ahora las consecuencias del sabotaje prolongado, hecho por todos los gobiernos sin excepción, al frente de Aragón. Si se hubiera dado a ese frente las armas que él reclamaba, cuando las reclamaba, el enemigo habría sido ya derrotado.

Pero los odios partidistas han podido más que el afán de evitar a España el ultraje, el martirio del fascismo. Las luchas políticas nos han dividido como ocurrió durante la primera República, como ocurrió después de la campaña napoleónica. Entonces recaímos en el oprobio, y nuestro pueblo gritó « Viva las caderas ! » no por servilismo, sino por cansancio de tantas luchas intestinas.

Parece que las lecciones de la historia no han servido a los hombres que tienen en mano el timón de nuestra nave. Aun siguen en las cárceles los que derrotaron al fascismo el 19 de julio ; son más numerosos los presos antifascistas que los fascistas. Si por desgracia, mañana, los ejércitos de Franco tomasen Barcelona, están en libertad los individuos de la Lliga, los organizadores, los jefes locales y los sub-jefes, conservadores y monárquicos, para organizar inmediatamente la matanza de los hombres y de las mujeres que han demostrado su antifascismo.

Tales hechos no pueden infundirnos optimismo. Porque demuestran una pequeñaza de espíritu incompatible con la gravedad de estos momentos. Como la demuestra la desigualdad de armamentos de que han sido víctimas, en la generalidad de los casos, y hasta ahora, las tropas confederadas.

La unión antifascista la buscan con ahínco, con desesperación las organizaciones que más a la izquierda están en la España leal. Han abandonado para esto su ideario, sus principios, sus ideas. Lo han aceptado todo. Si los demás hubiesen dado un paso semejante hacia ellas, habría verdaderamente un frente antifascista con probabilidades de triunfo, a pesar de lo grave de la situación.

Lo más terrible, ha llegado la hora de decirlo a los gobiernos actuales de España, para que enmientren sus faltas si no quieren que mañana la historia les pida cuentas, lo más terrible es esta ofensiva llevada a cabo con más arte y más decisión contra la fracción avanzada del antifascismo que contra los fascistas mismos.

Porque, si se hubiera colaborado sinceramente, si se hubiera suministrado armas al frente de Aragón en lugar de emprender, sobre el del Centro, ofensivas como la de Brunete, que nos ha costado 65.000 bajas sin ganancia, si todas las existencias y los pertrechos bélicos tan estúpidamente derrochados hubiesen sido utilizados allí donde podían rendir fruto y a pesar de la filiación de los vencedores, España no estaría en el grave trance en que se encuentra hoy.

Recordamos estos hechos porque estamos seguros de que si se siguen produciendo, nada puede esperarse. Y las circunstancias son tan graves, tan decisivo es el momento, que no es posible mentir, disimular la verdad, haciéndose así, por silencio, cómplices de los que han observado esta conducta.

Unidos más que nunca significa que los gobiernos actuales deben proveer de armas a los combatientes que más las necesitan y que más pueden rendir con ellas, sin distinción de ideologías.

Unidos más que nunca significa que ningún frente debe sabotear al otro, que todos deben ayudarse mutuamente, y luchar con sincronismo para distraer fuerzas del enemigo e impedirlo la concentración sobre un solo punto.

Unidos más que nunca significa que también en la retaguardia deben ser respetadas todas las tendencias y que las persecuciones contra los que han luchado cuando tantos perseguidores actuales se escondían medianamente, han de cesar.

Estas son las condiciones de la victoria. Lo demás es engaño.

Y después de los centenares de miles de existencias que esta guerra nos ha costado, no tendría perdón ante la historia quien facilitase con estos procedimientos la victoria del enemigo.

FEDERACION DE COMITES ESPAÑOLES DE ACCION ANTIFASCISTA

Cambio de local

Dedico a las proporciones cada día más considerables que adquiere nuestro servicio de envío de paquetes y donativos, y con el fin de reorganizarse en las mejores condiciones de buen rendimiento para mayor satisfacción de nuestros advenientes, y sin acentuar los gastos, ha sido transferida nuestra sede a los locales que nos servían de garaje, después, de adaptados a nuestras necesidades. Por consiguiente, rogamos a todos nuestros CC. RR. ; CC. LL. , camaradas adherentes y simpatizantes, amigos, correspondentes, de una manera general, a todos los que se interesan por la obra que venimos realizando se sirvan tomar buena nota, y dirigir todo lo que concierne esta Federación, sea correspondencia, paquetes, donativos, etc., etc., a nuestra nueva dirección

16, boulevard des Alberes, 16
Perpiñan (P.-O.). Teléfono : 20-26
Los fondos deberán mandarse como antes a : Garre Frederic. Compte chèques postaux N° 216, 46, Montpellier.

Cataluña y nosotros

Casi todo Aragón se está concentrando sobre Cataluña. Los habitantes de las ciudades y de los pueblos de las tres provincias aragonesas huyen ante la invasión, perseguidos por los aviones que asesinan, como de Málaga a Asturias, como de Bilbao a Santander, a las mujeres y a los niños.

Cataluña tenía ya un millón de refugiados. Cataluña no produce alimentos suficientes para mantenerse normalmente. Ahora va a tener el doble de población que en tiempo normal, y la quinta parte de los alimentos que necesita.

¿Comprendes lo que esto significa en lo que nos atañe ?

Cataluña debe ser ayudada, ante todo por nosotros. Y nosotros debemos exigir la apertura de la frontera.

Barcelona prepara un 19 de julio ampliado.

Pero está en condiciones infinitamente peores.

Dos cosas se imponen : I respecto a los mejores combatientes,

Y LA AYUDA NUESTRA.

Notas desde España

PASIVIDAD INTERIOR

He salido solo con algunos rasgos del bombardeo de Barcelona. Bombardeo sin precedentes en la historia. Por lo menos, los técnicos militares de Italia, de Alemania y otras partes saben ahora el poder destructor de sus bombas, de sus torpedos aéreos, de sus explosivos.

Lo que ha sido esto, amigos, no puede decirse. Se habla oficialmente de ochocientos y tantos muertos. Nosotros creemos que hubo unos mil quinientos, si no más.

Los edificios han muerto, al derribarse, a tantas personas como los explosivos. Muchos de los caídos no lo deben a haber sido tocados por alguna parte sólida de metralla, cascos o esquirlas, sino a la deflagración de los gases, al desplazamiento de la atmósfera.

Este desplazamiento ha sido tal que han reventado centenares de cortinas metálicas bajo la acción de bombas que estallaban muchas veces a cincuenta metros de distancia. Y si las cortinas metálicas han reventado así, podéis suponer lo que ha ocurrido con los pulmones de los hombres, de las mujeres y de los niños. Muchos han reventado, también, por la acción a distancia de los explosivos.

Que el mundo deje de cometer estas monstruosidades, es lo que no comprendemos. La civilidad, la sensibilidad parecen haberse desarrollado en la raza blanca, en todas las razas que creíamos evolucionadas. Pero todos callan. Dejan exterminar a los españoles. El egoísmo humano es más fuerte que todo. O estamos atravesando una época de decadencia que no suponemos podría venir.

Francia se levantó para protestar cuando fue fusilado Francisco Ferrer. Francia y América del sur, y en Bélgica, en Inglaterra, en Italia, en todas partes hubo manifestaciones, mitines. La protesta pública fué también grande cuando el asunto Sacco-Vanzetti. Y sin embargo, se trataba de dos existencias solamente. De dos existencias y del principio de la justicia, que era más importante aún, es verdad. Pero en España también se trataba del principio de la justicia, atropellado en una escala gigantesca, y de millones y millones de vidas.

PASIVIDAD EXTERIOR

Vengo a lo que me proponía tratar. Hemos sido ametrallados, inundados de explosivos cuya potencia es diez veces mayor que la de los que se empleaban en la última guerra. Y contra esto, si nada ha hecho la opinión fascista internacional, nada ha hecho tampoco nuestro gobierno.

Nuestro gobierno, que vino a Barcelona no sabemos para qué fines, debería, por lo menos, haber organizado la defensa de la ciudad. Y no se levantó, durante los tres días que duró el bombardeo, un solo avión de caza.

Pudieron los fascistas matarnos a su sabor. No eran muy numerosos sus aviones, y habría sido fácil echarlos. Pero esperamos en vano. Nuestra « glosiosa » quedó invadida seguramente porque se dieron órdenes para esto, pues no dudamos de que tenemos aviadores que andan a quinientos kilómetros por hora, se trataba del principio de la justicia, atropellado en una escala gigantesca, y de millones y millones de vidas.

Todo el mundo duerme. Los gobiernos y los pueblos. La opinión pública internacional demuestra una insensibilidad cadavérica.

Sólo recibimos muestras de apoyo de las fracciones de vanguardia, y aun en proporción menor, de acuerdo a sus fuerzas. Sólo S. I. A. se da plenamente, lo da todo. Y lo dará hasta que hayamos reconstruido la última casa derribada por la metralla fascista.

ANTIFASCISTA.

S.I.A. en España

Leemos en *Fragua Social* :

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA

con la cooperación del Comité Unificado de la Industria de Hostelería, Cafés, Bares y Anexos mañana domingo, dia 27, en todos los hoteles, cafés, bares y anexos de Valencia, se aumentará en 15 por 100 en todos los servicios. Este suplemento será destinado a las víctimas que la neutralidad fascista ha causado en nuestra ciudad.

Y Ved como trabaja la S.I.A. en España ?

El exceso de material nos impide publicar el comentario hecho sobre el estado de cuentas que nos ha enviado la Federación de Comités Españoles de Acción Antifascista en Francia.

Aparecerá la semana próxima. Entre tanto, rogamos a esa Federación que dispense el retraso, involuntario.

Les forces de libération

(Suite de la 3^e page)

Le syndicalisme révolutionnaire est anarchiste, car il nie l'Etat, il nie l'autorité politique et veut l'organisation de l'économie par les travailleurs eux-mêmes. Du reste, historiquement, il est issu en tant que théorie, de Bakounine, et de ses disciples.

Le coopérativisme est anarchiste, puisqu'il veut changer la société par une nouvelle organisation de la répartition et de la production, et que la vie sociale soit dirigée par les assemblées de coopérateurs.

Anarchistes sont encore, au sens politique du mot, la majeure partie des groupements récemment formés, dont l'intéressante équipe de J.E.U.N.E.S., qui remplace l'Etat par l'organisation technique des fonctions sociales.

Et enfin, anarchistes sont certains socialistes, qui, instruits par l'expérience russe, cherchent le moyen de réaliser le socialisme sans Etat.

Fondamentalement nous sommes tous d'accord. Nous voulons le socialisme par l'union directe des forces économiques. Et je demande pourquoi nous sommes divisés, pourquoi nous nous combattions, pourquoi de nous unir, de créer la grande force de liberté qui l'humainité une possibilité d'émancipation.

Oui, je sais : la guerre des mots subsiste. Les paroles nous disent beaucoup plus que la pensée. Pour les autres tendances, les anarchistes sont des rêveurs insubstantiels ou des brouillons impénitents. Pour trop d'entre nous, tout ce qui n'appelle pas anarchiste est forcément autoritaire. Mais objectivement, aucune de ces deux définitions n'est exacte. Il est explicatif que l'on nous considère comme des rêveurs ou des brouillons, parce qu'un extrémisme verbal, le désir d'originalité, les réactions sporadiques contre la société ont énormément contribué à répandre cette interprétation. Il est explicatif que nous nous mêlions, car le manque de définition catégorique au sens politique contribue à créer des équivoques.

Mais nous sommes à un tournant de l'histoire où tous les malentendus qui séparent les forces allant par des chemins parallèles et tendant au même but, doivent être dissipés, si nous ne voulons pas sombrer dans la plus épouvantable des tragédies. L'anarchisme militant a repris conscience du contenu socialiste de sa doctrine. Il ne se perd plus maintenant dans les sentiers détournés, il ne s'attarde plus à respirer le parfum de la fantaisie, il ne remplace pas le secondaire pour l'essentiel.

Avant tout, par-dessus tout, il veut réorganiser la vie économique de telle sorte que l'exploitation de l'homme par l'homme soit impossible, que la production soit subordonnée aux besoins sociaux. Il veut le faire par le concours de tous les organismes également nécessaires, qui ont été créés dans des buts plus ou moins vagues, plus ou moins précis, de socialisation future. Il veut que les techniciens, délégués par les producteurs, par les consommateurs, et responsables devant eux, orientent le travail au bénéfice de tous.

Que veulent donc les groupements que j'ai cités, sinon exactement la même chose ? Et pourquoi, au lieu de continuer à nous combattre, en rabâchant de vieilles formules, en nous jetant à la face des mots différemment

interprétés, ne tâchons-nous pas de puiser dans l'essence de nos idées, dans la pureté de nos intentions, les liens qui peuvent, qui doivent nous unir ?

Socialisme et liberté, socialisation sans Etat : tout est là : Nous le voulons tous, nous le désirons tous, mais esclaves de nos haines, de notre incompréhension, de notre petiteesse d'esprit chacun voulant être le seul guide, victimes au fond de la psychose autoritaire, nous nous obstinons à nous méconnaître, à nous cantonner dans nos petites forteresses ou dans nos bastions, à être, chacun de son côté, les seuls guides, et cela nous condamne à disparaître tous en cas de bouleversement social.

Isolément, nous ne pouvons rien. Unis, il nous serait facile de constituer la force de l'avenir. Je dis que nous devons le faire. Il ne s'agit pas seulement de nous : tout être, tout groupement humain a le droit de se suicider. Mais quand on sent vivre en soi la flamme sacrée qui pousse à servir l'humanité, il est des problèmes qui nous dépassent et qui nous imposent une conduite.

Nous n'avons pas le droit, nous tous qui voulons le socialisme dans la liberté, de détruire l'espèce humaine. Nous avons, devant elle une responsabilité magnifique qui consiste à faire tout pour qu'elle sorte du boubor capitaliste et étatiste dans lequel elle est enlisée. Cette responsabilité doit être prise, nous devons en comprendre la suprême importance, et agir d'après sa gravité.

Pour nous, anarchistes, il est aisément de se mettre d'accord avec un coopérativiste, tant qu'il ne subordonne pas le principe et le but de sa doctrine à des moyens tactiques révélés insuffisants pour implanter la société qui révélait les pionniers de Rochdale. Il nous est facile de travailler avec un syndicaliste, tant qu'il ne s'acharne pas à faire tenir toutes les activités sociales dans le seul organisme syndical. Rien ne nous empêche d'accepter les nouveaux organismes que les fonctions nouvelles imposent. Il ne s'agit pas d'ériger en dogme une conception formelle, mais d'utiliser, dans la mesure où la vie le réclamera, toutes les formes de groupements et d'activité.

C'est ce qu'il nous faut comprendre. C'est ce que nous proclamons dans l'ample synthèse du socialisme libertaire. Si nous n'avons pas la largeur d'esprit, l'élévation morale et l'intelligence pour briser toutes ces barrières, et pour harmoniser, non pour détruire, tous ces moyens, ne parlons pas de transformer la société. Nous ne sommes que de misérables pygmées incapables d'accomplir cette tâche gigantesque.

Emanciper l'homme, sauver l'humanité ! Libérer l'individu de l'asservissement autoritaire, de la monstrueuse machine de l'Etat ; donner à notre espèce la possibilité de jouir de tous les biens qu'elle crée, de tout ce qu'ont accumulé pour nous, au cours des millénaires, dans l'effort et dans la souffrance, tant de générations.

Le reste n'est que pourrie. Nous avons les matériaux pour construire ce monde nouveau, nous les avons dans nos forces qui stupidelement se méprisent, et dans la prédisposition actuelle et éternelle de la nature humaine.

Saurons-nous en profiter ? Préférons-nous mourir

MAX STEPHEN.

SAVEZ-VOUS QUE...

ABONDANCE AGRICOLE

Depuis un certain nombre d'années, des économistes et des journaux qui défendent l'idée d'une production étendue à la mesure des possibilités naturelles et techniques, et d'une distribution des produits aux grandes masses de la population, font allusion à l'abondance.

Est-il vrai que l'homme possède, en puissance, cette abondance, et qu'une transformation économique et sociale adéquate permettrait de la faire passer dans les faits ?

Si l'on considère la question du point de vue industriel seulement, et sans s'attarder à un aspect, une région particulière de ce domaine, une gigantesque production d'objets fabriqués paraît pouvoir en un temps relativement proche, être réalisée dans nos pays d'Europe et en Amérique.

Mais, pour ce qui est d'une abondance agricole, les éléments dont on doit tenir compte dans le problème sont tout autres, et l'humanité devra, il semble bien, borner ses espoirs à la suppression des réelles misères de la faim, à l'obtention d'une nourriture satisfaisante, en qualité comme en quantité, pour la multitude des hommes, multitude à la prolifération de laquelle il faudra bien vite tracer des limites.

De brèves indications touchant à l'agriculture et aux besoins de la France et des Etats-Unis, nations dont la productivité agricole fut assez souvent célébrée, apporteront au sujet quelque précision.

Les récoltes de froment de 1932, 1933, 1934 ont été, en France, vantées par la presse comme exceptionnellement abondantes. Or, de semblables récoltes furent de 1880 à 1914, neuf fois égalées ou dépassées, et assez nombreuses furent les années d'avant-guerre où la production française de froment en était peu différente. Cependant, on peut déclarer qu'il n'y eut pas en France surabondance véritable de blé. Années de belle récolte et saisons défavorables se mêlent, et la nécessité, pour parer à ces dernières, de constituer des réserves, diminue d'autant la quantité allouée à la consommation. On peut citer comme insuffisante récolte de blé, celle de 1937, qui fut en France nettement déficitaire.

Le choix de terrains plus favorables, l'amélioration des techniques ne peuvent, dans notre pays, apporter qu'une assez faible augmentation de la production du blé.

Si l'on envisage, non plus seulement les récoltes de blé, prises ici comme exemple, mais la production agricole dans son ensemble, des obstacles s'opposent de même à la réalisation de l'abondance.

Deux auteurs américains Stiebeling et

Ward, ont estimé qu'un régime alimentaire souhaitable désigné par eux sous le nom de régime large, nécessite, pour être fourni à toute la population des Etats-Unis, la culture de 135 millions d'hectares. Or, les cultures alimentaires n'occupaient alors (1933) dans la nation que 110 millions d'hectares. D'après Stiebeling et Ward, il y a, aux U.S.A., environ trente millions de sous-alimentés.

Le Président Roosevelt déclarait, en 1937, « qu'un tiers de la population est mal logé et mal nourri ». Ce qui ne l'empêcha d'ailleurs malheureusement de promulguer, ces temps derniers, le décret d'application de la nouvelle loi agricole qui vise à diminuer les surfaces où blé, mais et riz sont cultivés. Ne faut-il point, avant toute autre chose, éviter l'abaissement des prix !

POUR LES GROUPES D'USINES

Prendre note :

Réunion samedi 2 avril, à 15 heures, au LIBERTAIRE, des camarades travaillant dans la METALLURGIE, P.T.T. et TRANSPORTS.

Réunion lundi 4 avril, à 18 heures du soir, au LIBERTAIRE des camarades du bâtiment et des corporations s'y rattachant.

REUNION mardi 5 avril à 24 heures au LIBERTAIRE, des camarades du livre papier, la bourse compris.

A ces réunions les groupes d'usine doivent être représentés. Les sympathisants libertaires sont cordialement invités.

L'EXPLOITE devait paraître vers le 8 avril, les camarades sont priés de régler au plus tôt les journaux pris au dépôt.

Tout ce qui concerne l'EXPLOITE doit être adressé à Roger COUDRY au LIBERTAIRE.

Les camarades s'occupant de l'EXPLOITE sont tenus d'assister aux réunions de leurs corporations énoncées ci-dessus.

Communication importante. Présence indispensable de tous. R. C.

AUX CHOMEURS

Les camarades chômeurs de la Région Parisienne sympathisants libertaires sont cordialement invités à la réunion des chômeurs qui aura lieu le jeudi 7 avril, au LIBERTAIRE, 9, rue de Bondy, à 16 heures.

Deux auteurs américains Stiebeling et

Couardise ou trahison ?

(Suite de la première page)

On espère ainsi nous intimider. On fait erreur. On pense étouffer notre voix : on se trompe.

Nous n'appartenons pas à la race des trembleurs : nous ne sommes pas des guerriers. Aujourd'hui plus qu'hier, nous sommes et demain plus qu'aujourd'hui nous sommes des antifascistes, des internationnalistes, des pacifistes, des « sans-patrie ». Et, la guerre fût-elle à nos portes, notre position reste la même, notre langage ne change pas, nos convictions demeurent inébranlables.

Nous dressons contre la guerre tous ceux et toutes celles qui, sous n'importe quelle latitude, ont un cœur sensible, une raison saine, une conscience droite et une volonté robuste.

Tous nous disons — et il n'est pas difficile de le démontrer — que la guerre est à la fois la pire des folies et le plus odieux des crimes.

Nous combattions le mensonge et l'absurdité des patries que la soif de domination des puissants et l'insatiable cupidité des « nantis » opposent les unes aux autres.

Etudiant le passé et nous projetant sur l'avenir, nous observons la course évolutive qui, de l'individu au couple, du couple à la famille, de la famille à la tribu, de la tribu nomade à la sédentaire ; puis, des agglomérations primitives au village, à la cité, à la province, à la nation, le cercle s'élargissant toujours, pousse l'humanité vers l'international, voie triomphale qui conduira à la patrie universelle.

D'ores et déjà, nous adressons un pressant appel à toutes les victimes d'un régime social basé sur le principe d'autorité qui confère aux uns le droit et le pouvoir de commander, tandis qu'il impose aux autres le devoir et les place dans la nécessité d'obéir, et nous disons aux déshérités de toutes les races et de tous les pays qu'ils souffrent des mêmes inégalités et des mêmes injustices, qu'ils sont courbés sous le même joug, voulus aux mêmes détresses matérielles et aux mêmes souffrances morales ; qu'ils sont, les uns et les autres, opprimés par les maîtres de l'Etat et exploités par les détenteurs du Capital.

Nous leur enseignons que, ne se connaissant pas, ils n'ont rien à se reprocher mutuellement, qu'ils n'ont ni provocation ni défi à relever, ni vengeance à exercer, ni haine à assouvir. Nous leur répétons que, communiant dans la misère et l'esclavage, ils doivent aussi communier dans la pensée et l'action.

Nous leur apprenons que les frontières tracées, non par la nature mais par le sabre des conquérants, et dans lesquelles les peuples sont parqués comme des troupeaux, disparaîtront sous l'effort de leur révolte concertée, dès qu'ils se rendront compte qu'il n'y a, d'un bout de la planète à l'autre bout, que deux patries : celle des maîtres et celle des serviteurs, celle de ceux qui possèdent tout et celle de ceux qui ne possèdent rien.

Et pour finir, nous adjurons les travailleurs de partout de constituer, en face de l'international des privilégiés, l'international des déshérités, celle-ci ayant pour mission d'abattre celle-là.

Cette guerre est la seule, nous l'affirmons hautement, à laquelle peuvent et doivent se préparer et, le moment venu, se consacrer pleinement tous les opprimés et tous les exploités, sans distinction d'âge ni de sexe, de nationalité ni de race.

A toute autre guerre, quoi qu'en dise, quoi qu'en fasse, quoi qu'il arrive, ils ont le devoir de dire « Non ! »

Tel est notre langage.

Il est clair, il est précis. Il ne pourra différer que si nous cessions d'être des anarchistes et, pour ma part, j'ai la certitude que, lorsque, par le cœur et par la raison, par l'observation pertinente des faits sociaux, par l'étude approfondie des événements et des causes qui les déterminent, on est devenu anarchiste, il est impossible qu'on cesse de l'être.

Ce que, face à la guerre, nous disons, vous l'avez dit aussi, socialistes, communistes, travailleurs syndiqués.

Pourquoi ne le dites-vous plus ? — Est-ce couardise ?

Pourquoi dites-vous le contraire ? — Est-ce trahison ?

SEBASTIEN FAURE.

La comédie continue

Le P.C.F., pour dégager sa responsabilité des incidents de Buffalo, a accusé les « agents trotskistes » et « provocateurs à la solde d'Hitler » d'être les auteurs de la « séraphide » à Jouhaux.

Quelques organisations reprennent à leur compte ces affirmations intéressées.

A qui fera-t-il croire qu'il aurait suffi d'une poignée de « trotskistes » pour imposer sa dictature aux nombreux adhérents du P.C.F. qui se trouvent à Buffalo ?

Bien étrangement, ces « provocateurs » ! qui sifflent Jouhaux et écoutent religieusement Hénaff et Raynaud.

Tous les ordres du jour et les résolutions ne changeront rien à ce fait : Jouhaux a été siéché par ceux qui, n'osant passer à l'action, veulent faire supporter la responsabilité de leur veulerie par le secrétaire général de la C.G.T.

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Jeunesse A anarchiste C communiste

APPEL AU MATERIEL HUMAIN

Nous recevons d'un soldat encaserné au 182^e Régiment d'Artillerie en garnison à Vincennes, cette lettre que nous publions intégralement :

Chers camarades de la J.A.C.

Depuis le mois d'octobre 1936, je suis à Vincennes au 182^e R.A.L.T. Marié et père d'un enfant, je reçois de l'administration militaire, une allocation quotidienne de 6 fr. 50 (juste de quoi acheter le pain et le lait de mon gosse). Inutile de vous dire combien la vie est dure pour nous trois avec cette aumône dérisoire.

Dans les régiments de la région parisienne, nous sommes une grande quantité à connaître cette situation. Beaucoup, même, ont deux enfants, certains davantage, et l'allocation par enfant est de 3 francs. Un père de trois enfants touche donc 12 fr. 50 par jour.

Ceux d'entre nous qui étaient chômeurs au moment de leur incorporation subissent, maintenant, une situation plus terrible encore. Nous, encore, nous savions déjà, bien que très jeunes, ce qu'est la misère.

Mais voir ses enfants sous-alimentés, malades est une chose bien plus douloureuse.

Le sujet traité était la dénatralité en France.

Le brave commandant nous a parlé de la faiblesse de notre pays. Il faut faire des enfants, beaucoup d'enfants, pour que la France soit forte et puisse vaincre les autres puissances.

L'appel fut pathétique : « Un soldat français déclare le « quatre fiellés » vaut trois soldats allemands, mais l'Allemagne et son fils de Guernes de Vaches » ? Aujourd'hui, il est fier d'être Français et les assassins au service de l'Etat sont devenus à la France républicaine et démocratique !

Voici encore un ultime témoignage :

« ... Dans ces conditions, quel est donc le patriotisme sincère, quelles sont donc les authentiques fils de la France qui ne se sentiraient pas soucieux, inquiets, angoissés, et ne considéreraient comme indispensable l'Union de la Nation Française, pour sauver la Patrie en danger... »

PARIS-BANLIEUE

PARIS-XII-XIII

Devant le développement du « Libertaire » dans l'arrondissement, nous envisageons une plus vaste diffusion.

Si modeste qu'elle paraîsse, la tâche apporte à l'édification de la Cité la pierre d'angle, qui sera peut-être le soutien le plus vrai de l'édifice en chantier qui est notre lutte contre la guerre. Il appartient à ceux qui savent que notre idée est juste de soutenir la presse qu'ils ont voulu et qu'ils veulent garder; un devoir impérialiste de cette situation.

Lecteur, sympathisant de ce journal même, il faut le comprendre. Rien ne peut être vain de ce qui est écrit, si modeste que soit la plume. L'idée, qui est notre idée, peut être un moyen de lutte.

Lecteur de ce journal révolutionnaire, sympathisant, fait partie de notre Fédération. — Pour le Groupe : Platte.

PARIS-18^e

Le groupe a organisé le vendredi 25 mars un meeting public sur le sujet : « Nous ne tenterons jamais la main aux catholiques ». Une centaine de personnes assistaient à cette réunion malgré la concurrence d'une réunion communiste.

Nous avons constaté un progrès dans le nombre des assistants et surtout des tout nouveaux venus. Après un exposé de Lorio dénonçant la malfaiteuse de la religion, et déclarant que la tradition révolutionnaire n'est pas la résignation, mais la revolte constante de l'individu contre l'oppression de l'injustice, d'où nécessité de venir vers les anarchistes, Patorni fit un procès extrêmement intéressant, bâti sur de preuves, des témoignages que l'on relève à chaque ligne des saintes écritures; son exposé fut suivi avec une attention constante et il n'y eut aucune controverse.

Perceau de la « Lumière » et du parti socialiste vinrent courageusement dénoncer le danger qui courait pour la main tendue et se termina par l'union sacrée, éloigné des autres sur la tactique. Il nous avoua avoir conservé de sa fréquentation des meilleurs un amour fervent de la liberté et de l'éducation des masses, éducation dont le parti socialiste fait trop bon marché actuellement.

Divers auditeurs demanderont la parole : à tenir les déclarations d'un Alsacien qui demanda à Thorez de déposer une proposition de loi pour supprimer le budget du culte en Alsace-Lorraine, afin d'alimenter la caisse pour la retraite des vieux qui réclame avec tant d'insistance.

Une collègue faite en faveur du « Libertaire » rapporta trente francs. Lorio en quelques mots protesta contre l'interdiction de notre meeting du 21. — Le Groupe du 18^e : Lorio.

GENTILLY-BICETRE

Sont-ils tous d'accord ?

Jusqu'à ce jour nous avons toujours respecté les affiches des autres groupements, même s'ils ne pensent pas comme nous. Il faut nous renvoyer à l'évidence, cet esprit libertaire n'est pas répandu à Bicêtre et Gentilly, puisque aussi nos affiches collées, elles sont, par ordre, déchirées ou recouvertes par les communistes.

Ainsi même l'appel pathétique du peuple espagnol (CNT) — UGT luttant évidemment unies et succombant sous les coups du fascisme international n'a pas trouvé grâce devant leur sectarisme de courtisanes, puisque les grandes affiches de la S.I.A., si lues et si commentées partout, ont été déchiquetées le soin de leur collègue. C'est l'œuvre de M. et Mme Meignéen, gérants du lycée municipal et de 4 ou 5 de leurs amis qui ont été surpris dans leur triste besogne à 11 heures du soir, en face de la gare de Gentilly.

Ainsi, la police du front populaire interdit nos réunions contre la guerre et pour l'Espagne; la non-intervention à sens unique continue; les dirigeants démocratiques et russes continuent d'alimenter en pétrole les aviateurs italiens et allemands de Franco. Sous la famine et le maitraîse, la révolution espagnole agonise de ces trahisons; et les communistes détruisent les affiches dénonçant ces faits à l'opinion publique. Sont-ils donc tous d'accord contre l'Espagne révolutionnaire ?

La S.I.A. de Gentilly.

NOISY-LE-SEC

La municipalité de Front populaire a fait dans notre quartier de la Boissière un compte rendu de mandat. Dans ce quartier, la population, essentiellement ouvrière, continue à se lasser des politiciens de tous poils, car il est très peu de mandat à la réunion, ce qui fait dire au citoyen Dourou adjoint au maire, que les habitants étaient sûrement contents de la municipalité du moment qu'ils ne se dérangeaient pas. Il y eut une petite bagarre oratoire entre les chefs communistes et socialistes sur la nomination des délégués sénatoriaux, puis Rauthier, maire communiste, nous fit un discours de plus d'une heure sur son mandat, et pendant cinq minutes il nous parla de l'union sacrée nécessaire pour éviter la guerre. Il déclara ensuite qu'il voulait très bien l'« Humanité » annoncer demain matin la mobilisation générale pour aller combattre en Espagne. Un de nos camarades prit la parole et développa en quelques mots la position des anarchistes face à la guerre, aux applaudissements de la majorité de l'assistance. En vérité, une bonne soirée de propagande pour nous.

Paul Fournier.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Comme il faisait s'y attendre, la presse pourrie a exploité les incidents qui se sont produits dans notre localité, le dimanche 20 mars, entre factions et antifascistes. Le « Petit Marseillais », quotidien au service de la réaction fasciste, n'a pas été celui qui a brûlé le moins fort, traitant nos camarades de chômeurs professionnels et de provocateurs. Naturellement, l'autre anonyme (comme toujours d'ailleurs, qui réapparaît) dans cette feuille ordinaire sa bave contre nos camarades, n'assiste pas aux événements. Les provocateurs ? Ce n'est pas chez nous qu'on les trouvera. Il faudrait plutôt s'adresser à ce curéton qui salut à la fasciste en traversant la place du Château. Le voilà, le véritable provocateur qui précipite les événements. Cet individu en robe se croit-y à l'heure mussolinien, pour saluer de la sorte ? Il se trompait drôlement, ce moineau-là, et il dut s'en rendre compte par la suite.

Naturellement, la police intervint, et ce ne fut pas aux antifascistes qu'elle vint prêter main forte. Certes, ce n'est pas que nous y tenions tant que ça, mais il est paradoxal de voir un gendarme payé par un gouvernement Front populaire se mettre à la disposition de ceux qui combattent l'édit gouvernemental. En fin de compte, quatorze camarades sont inculpés pour, somme toute, avoir défendu les institutions républicaines contre la racaille fasciste.

Abel Chatellier, Elisée Perrier.

ALGER

CERCLE D'EDUCATION SOCIALE

Le dimanche 3 avril, à 9 heures du matin, le Cercle institua dans son local, 6, rue Lacanau, à Alger, une controverse sur le sujet suivant : « Le Front populaire... duplicité, escroquerie... ou faillite ? »

De nombreux groupements apolitiques ou antipolitiques ont été conviés à cette réunion où les opinions de ces différentes organisations pourront librement se confronter au cours d'une discussion amicale. Les lecteurs du « Lib » et sympathisants sont cordialement invités.

FEDERATION DU NORD

Le Cercle organise également pour le dimanche 10 avril en matinée, un grand bal, salle Cervantes à Belcourt, où un jazz de première classe scandera les évolutions des amateurs de danse et sera en même temps un régal pour les amateurs de musique. Tous auront en outre satisfaction d'avoir participé à une bonne réception, les bénéfices de cette fête devant être répartis par parts égales entre la Caisse de secours du Cercle et celle de la Solidarité internationale antifasciste. Que les amis et sympathisants se retrouvent donc en grand nombre à « Cervantes » le 10 avril. Le renouvellement des cartes de membres du Cercle, donnant droit à l'entrée gratuite du bal, s'effectue dès maintenant à notre permanence, 6, rue Lacanau, tous les soirs de 18 à 20 heures.

AMIENS

Attention aux « taurpes »

Certains anarchistes d'Amiens ont été « taurpes » par un certain Mas, se disant militien de la « Centurie Sébastien Faure », et qui mangeait à tous les ateliers. C'est du reste un « responsable » du parti communiste qui a mis fin à ses tristes exploits en le vendant à la police.

Il y a lieu, d'autre part, de mettre en garde nos amis et nos sympathisants contre les basses combinaisons des nacros. Nul n'ignore que le parti communiste s'immisce partout et a de nombreuses filiales, à savoir : le Secours populaire de France, le Comité mondial des Femmes, la Paix et Liberté, le Rassemblement universel pour la Paix, etc... Une nouvelle organisation vient d'être créée se réclamant de la C.G.T., de la Ligue des Droits de l'Homme, du Centre de liaison des Comités pour le statut des immigrés, etc. Cette organisation a pour titre : « Comité national de Secours aux Réfugiés politiques », et son but est d'assurer le pain et le toit aux amis de la France, de la démocratie et de la paix, chassés de leur pays par la terreur fasciste. Certains de nos camarades ont reçu de ce Comité des listes de souscription, et je ne puis que leur conseiller de mettre au panier ces listes ainsi que les circulaires qui les accompagnent.

Ch. Legry.

DIJON

Prendre note que :

Le « Eaval Anarchiste », malgré le peu de moyens dont il dispose, a entrepris une sérieuse campagne de débrouillage et de révolte contre les râteliers.

Il en profite pour annoncer que le 10 avril, à 20 h. 30, qu'aura lieu la fête suivie d'un bal de nuit au profit du « Combat Syndicaliste », à la Salle des Fêtes de la Mairie de Livry-Gargan, au bénéfice des Enfants d'Espagne et de la F. S. G. T.

Allocution par Georges Buisson, secrétaire de la C. G. T., et par Bulecourt, de la F. S. G. T.

Un numéro de danses rythmiques, « Willy's » ; Ramet : « Mysson », un numéro d'escrime par les Champions de la F. S. G. T. Lydia Berth : « Paul Gay » ; Gym : « Briscote ». Deux grands combats (lutte libre) ; Les Florimonts ; etc.

Cinq billets à 1 fr. donnent droit au Spectacle et au Bal de nuit. Chômeurs, 3 billets ; enfants, 2 billets.

La Muse Rouge (Groupe des Chansonniers révolutionnaires) — Les amis de la Muse et tous ceux qui s'intéressent à la propagande révolutionnaire par la chanson sont priés de réserver leur soirée du samedi 9 avril, pour assister à la goûter qui se tiendra salle du Cog, 14, avenue de l'Italie (Métro et autobus : place d'Italie).

Au programme : C. Aubry, G.-M. Gouté, H. Florent, J. Sénes, Alain Morin, R. Toinzin, Jan Monteil, F.-H. Jolivet, L. Bauliv, M. Brubach, etc., et présentation de la Muse : ce qu'elle fut, ce qu'elle doit être ; ses chansonniers, ses poètes, ses artistes. Nombreuses auditions de poèmes et de chansons. Carte d'entrée : trois francs.

La Muse est à la disposition de toutes les organisations d'avant garde. Ecrire : 2, passage Trüber-Bellier, Paris (XIII^e).

Attention ! c'est le samedi 2 avril, à 20 h. 30, qu'aura lieu la fête suivie d'un bal de nuit au profit du « Combat Syndicaliste », à la Salle des Fêtes de la Mairie de Livry-Gargan.

Les questions envisagées sont :

1^e Organisation de la résistance à la guerre ; 2^e Unité.

Besançon a déjà répondu présent; mais nous comptons sur la présence d'autres groupes et individuels.

L'heure n'est pas aux discours, mais à l'action et aux anarchistes, les antimilitaristes seront là.

Nous rappelons que toutes les semaines une causerie a lieu; chaque ami y est cordialement invité.

LYON

Notre propagande

Le propagande de l'Union anarchiste à Lyon s'est accentuée mais manque encore d'esprit d'organisation. Toutes les semaines, nous organisons une réunion publique dans un coin quelconque de Lyon ou de la banlieue. Ces petites réunions, faites avec des orateurs locaux, attirent de nombreux amis, mais, néanmoins, créent des sympathisants. Des brochures et le « Lib » y sont vendus.

Pour qu'il reste quelque chose de concréte de nos réunions, il faudrait qu'un groupe de quartier se crée à l'issue de chacune d'elles. Si petit soit ce groupe, il aurait une grande utilité en simplifiant notre propagande. Ses tâches seraient multiples : accentuer la penetration du « Libertaire » dans les quartiers, faire des distributions de tracts et coller les affiches dans le coin où il fonctionnerait, etc... tandis qu'avec un seul groupe dans une ville de l'entendue de Lyon, un affichage est une affaire d'une difficulté extraordinaire. Que les camarades se mettent à l'ouvrage. Je donnerai la semaine prochaine le nom et l'adresse des groupes qui voudront essayer de décentraliser notre propagande en constituant des petits groupes de quartiers. — M. Lavorel.

MARSEILLE

La Section des J.A.C. du groupe Germinal organise pour après-demain dimanche 3 avril, une soirée champêtre au Putts du Berger, colline de Mazargues et près tous les camarades affiches dans le coin où il fonctionnerait, etc... tandis qu'avec un seul groupe dans une ville de l'entendue de Lyon, un affichage est une affaire d'une difficulté extraordinaire. Que les camarades se mettent à l'ouvrage. Je donnerai la semaine prochaine le nom et l'adresse des groupes qui voudront essayer de décentraliser notre propagande en constituant des petits groupes de quartiers. — M. Lavorel.

NOISY-LE-SEC

La municipalité de Front populaire a fait dans notre quartier de la Boissière un compte rendu de mandat. Dans ce quartier, la population, essentiellement ouvrière, continue à se lasser des politiciens de tous poils, car il est très peu de mandat à la réunion, ce qui fait dire au citoyen Dourou adjoint au maire, que les habitants étaient sûrement contents de la municipalité du moment qu'ils ne se dérangeaient pas. Il y eut une petite bagarre oratoire entre les chefs communistes et socialistes sur la nomination des délégués sénatoriaux, puis Rauthier, maire communiste, nous fit un discours de plus d'une heure sur son mandat, et pendant cinq minutes il nous parla de l'union sacrée nécessaire pour éviter la guerre. Il déclara ensuite qu'il voulait très bien l'« Humanité » annoncer demain matin la mobilisation générale pour aller combattre en Espagne. Un de nos camarades prit la parole et développa en quelques mots la position des anarchistes face à la guerre, aux applaudissements de la majorité de l'assistance. En vérité, une bonne soirée de propagande pour nous.

Paul Fournier.

MARSEILLE

La Section des J.A.C. du groupe Germinal

organise pour après-demain dimanche 3 avril, une soirée champêtre au Putts du Berger, colline de Mazargues et près tous les camarades affiches dans le coin où il fonctionnerait, etc... tandis qu'avec un seul groupe dans une ville de l'entendue de Lyon, un affichage est une affaire d'une difficulté extraordinaire. Que les camarades se mettent à l'ouvrage. Je donnerai la semaine prochaine le nom et l'adresse des groupes qui voudront essayer de décentraliser notre propagande en constituant des petits groupes de quartiers. — M. Lavorel.

NOISY-LE-SEC

La municipalité de Front populaire a fait dans

notre quartier de la Boissière un compte rendu de

mandat. Dans ce quartier, la population, essentiellement ouvrière, continue à se lasser des

politiciens de tous poils, car il est très peu de

mandat à la réunion, ce qui fait dire au citoyen

Dourou adjoint au maire, que les habitants

étaient sûrement contents de la municipalité

du moment qu'ils ne se dérangeaient pas. Il y

eut une petite bagarre oratoire entre les chefs

communistes et socialistes sur la nomination

des délégués sénatoriaux, puis Rauthier, maire

communiste, nous fit un discours de plus d'une

heure sur son mandat, et pendant cinq minutes

il nous parla de l'union sacrée nécessaire pour

éviter la guerre. Il déclara ensuite qu'il voulait

très bien l'« Humanité » annoncer demain matin

la mobilisation générale pour aller combattre

en Espagne. Un de nos camarades prit la parole

et développa en quelques mots la position des

anarchistes face à la guerre, aux applaudissements

de la majorité de l'assistance. En vérité, une

bonne soirée de propagande pour nous.

Paul Fournier.

MARSEILLE

La Section des J.A.C. du groupe Germinal

organise pour après-demain dimanche 3 avril, une soirée champêtre au Putts du Berger, colline de Mazargues et près tous les camarades affiches dans le coin où il fonctionnerait, etc... tandis qu'avec un seul groupe dans une ville de l'entendue de Lyon, un affichage est une affaire d'une difficulté extraordinaire. Que les camarades se mettent à l'ouvrage. Je donnerai la semaine prochaine le nom et l'adresse des groupes qui voudront essayer de décentraliser notre propagande en constituant des petits groupes de quartiers. — M. Lavorel.

NOISY-LE-SEC

La municipalité de Front populaire a fait dans

notre quartier

Sans indépendance le syndicalisme n'est que l'Instrument des manœuvriers politiques.

Le libertaire syndicaliste

Les politiciens dans les syndicats

Je ne crois pas, que dans l'histoire du syndicalisme, il y ait eu une époque où la confusion fut aussi grande qu'elle l'est aujourd'hui. Les organisations ouvrières ont vécu des moments dououreux, subi de graves échecs, vu leur influence disparaître presque totalement. Mais, même aux moments où la croisait complètement détruite, la C.G.T. n'avait jamais donné l'impression d'impuissance qu'elle donne maintenant avec sa masse de cinq millions de cotisants.

C'est que la C.G.T., n'est plus la C.G.T. Les réformistes l'ont affaiblie dans le détournant de la lutte des classes pour l'acquérir dans la collaboration ; les politiciens vont la finir en voulant s'en servir pour réaliser leurs ambitions.

La classe ouvrière n'a plus d'action coordonnée. Elle va de la défense du programme de Front Populaire à une défense nationale exacerbée, elle crie : des avions pour l'Espagne mais n'envoie rien, n'agit pas par elle-même mais demande à Blum d'agir. Elle le crie aussi à Jouhaux. Mais alors que Blum hausse les épauilles quand on crie : « Blum à l'action » Jouhaux, lui, se fâche et quitte la tribune de Buffalo.

Jouhaux sait (tout aussi bien que Blum) qui a orchestré ce concert. Il sait que les premiers cris (le signal en somme) sont partis de la tribune même. Il sait très bien que les auteurs sont ceux, qui en site, devant la tourmente prisent ont craint d'avoir été trop loin et ont accusé les « trotskistes » et les éléments incontrôlables.

Car, eux, les politiciens, ils ne veulent prendre aucune responsabilité. Ils veulent bien avoir la main forcée, mais il leur faut conserver leur image honnête, par postuler des maroquins. Ils font leurs coups en douce et quand ils font siffler quelqu'un ils s'arrangent toujours pour n'y être pour rien. Si l'œuvre réussit ça s'appelle « réaction spontanée de la classe ouvrière », s'il échoue ça se baptise « prétention intolérable ».

Il n'aurait pas été mauvais, cependant, que ce soit la classe ouvrière qui rappelle les dirigeants réformistes à la pudeur. Ils pouvaient beaucoup en faire à l'Espagne. Ils pouvaient en face de la solidité égaler les fascistes, créer un mouvement puissant de solidarité ouvrière sur le plan

national et sur le plan international. Qu'ont-ils fait ? Presque rien. Ils ont parlé, proclamé la nécessité de reconstruire les attitudes prises, plaint les victimes, dénoncé les bourreaux.

Là s'est bornée leur action. Loin d'essayer de faire agir la classe ouvrière de façon efficace, ils l'ont laissée dans l'ignorance du drame qui se passait à côté d'elle. S'ils avaient expliqué le destin tragique du peuple espagnol, peut-être ce peuple n'aurait-il pas été abandonné. Mais homme de gouvernement, avant tout, Jouhaux n'a vu dans la guerre civile d'Espagne que le petit côté, le côté guerre nationale, le côté gouvernement.

Oui, il aurait bon que ce fut la classe ouvrière qui mit son secrétaire général en demeure de passer à l'action. La classe ouvrière n'a rien dit et les cris à l'action furent poussés par ceux qui n'ont aucun droit de le faire car, plus que Jouhaux ce sont des politiciens dirigeant l'action des organisations syndicales en concordance avec les intérêts du P.C.F. L'action syndicale ne peut plus — pour eux — n'avoir qu'un but : faire entrer quelques-uns des chefs aimés dans un ministère. Pour cela ils sont prêts à laisser des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. C'est pour cela que leur action est vaillante, louvoyante, incompréhensible. Le conflit actuel des métiers en est un exemple frappant. Je laisse de côté la façon dont il a éclaté pour ne m'occuper que de son développement.

Quelques usines, d'importance différente, ont cessé le travail et occupent les locaux. Motif de la grève : Régulation de salaires, signature de la convention collective nationale.

Gouvernement, organisations patronales et ouvrières désirent tous (du moins ils le disent) — à cause de la situation extérieure — solutionner rapidement le conflit pour éviter qu'il prenne de l'extension. Que propose le gouvernement ? Soumettre le conflit à l'arbitrage. Sa position est logique du moment que l'arbitrage est légal. Que veut le patronat ? : « Que les ouvriers reprennent l'abord le travail, on verra à discuter ensuite. » Position logique, le patronat faisant passer ses intérêts de classe avant tout. Que font les organisations ouvrières ? Rien. Rien que des délégations et des lettres au gouvernement. Elles essaient de faire de la grève une question gouvernementale alors que c'est avant tout une question de force entre patrons et ouvriers. L'enjeu est cependant de taille : signature de la convention collective nationale. COMMENT DES MILITANTS AVERTIS COMME CEUX DES METAUX PEVENT-ILS CROIRE QUE POUR FAIRE ABOUTIR CETTE REVENDICATION, IL SUFFIRA QUE QUELQUES USINES DE LA R. P. ENTRENT EN ACTION ? LA CONVENTION COLLECTIVE INTERESSÉE L'ENSEMBLE DES METALLURGIESTES, ELLE NE PEUT ABOUTIR QUE SI L'ENSEMBLE DES METALLOIS ENTRE EN LUTTE.

Mais les dirigeants ne veulent pas étendre le mouvement, ou plutôt ils ne veulent pas en prendre la responsabilité. De graves facteurs s'y opposent, paraît-il. Situation internationale d'abord, et, à l'intérieur réaction de l'opinion publique. Ces prétendus arguments servent surtout à légitimer les débordages. Car, si les ouvriers ayant occupé les usines avaient dit au gouvernement : « Nous luttons contre nos patrons. Mais nous ne voulons pas que les fabrications en souffrent. Les usines vont marcher. Il y a tout ce qu'il faut ; techniciens et ouvriers, machines et matières premières. Seul le patron est absent mais sa présence est complètement inutile. Nous allons travailler sous le contrôle du gouvernement et les bénéfices iront dans les caisses de l'Etat. »

Si les organisations ouvrières avaient parlé de la sorte, on ne voit pas bien comment le gouvernement aurait pu s'opposer à cette façon d'agir.

Quant à l'opinion publique, elle aurait certainement été avec les ouvriers contre le Comité des foyers.

MAIS POUR CELA IL FAUDRAIT QUE LES DIRIGEANTS SYNDICAUX CONSIDERENT QUE LE SYNDICALISME N'A PAS POUR BUT DE COULER UN PARTI POLITIQUE POUR LE BÉNÉFICE D'UN PARTI FRÈRE. ET ILS NE S'EN RENDRONT COMPTE QUE DANS LA MESURE OÙ LA CLASSE OUVRIÈRE S'APERCEVRA ENFIN QU'ON NE SE SERT D'ELLE QUE POUR LA PLUS GRANDE GLOIRE DES POLITICIENS.

PROVOCATION A BUFFALO

La fragilité de l'équilibre, issu du Congrès d'unité de Toulouse, équilibre sur lequel la C.G.T. a vécu tant bien que mal depuis deux ans, vient d'apparaître brutalement.

Samedi dernier, l'Union des Syndicats de la région parisienne organise un meeting, en vue de faire pression sur le gouvernement Blum pour l'obliger à abandonner la non-intervention et aussi réclamer de lui des mesures propres à apaiser le conflit de la métallurgie. Jouhaux doit y prendre la parole. A peine le secrétaire confédéral a-t-il ouvert la bouche qu'il est interrompu par des cris hostiles et des bordées de coups de sifflets. Ne parvenant pas à dominer le tumulte grandissant, Jouhaux renonce à pousser plus avant et s'éloigne de la tribune. Aussitôt, comme par enchantement, le concert cesse. On a l'impression qu'un invisible chef d'orchestre vient de donner le signal du silence. C'est alors que Hénaff et Raynaud succèdent à Jouhaux : ils parleront dans le plus grand calme, coupés seulement par les applaudissements.

LA PROVOCATION EST SIGNÉE

Personne ne s'y est trompé. Même les moins avertis ont décelé sans peine les auteurs du combat. Ceux-ci, un peu inquiets malgré tout, et craignant d'avoir dépassé la mesure, ont essayé, selon leur courageuse habitude, de rejeter les responsabilités du chahut sur les trotskystes (?) d'abord, puis sur les amicales socialistes. Personne ne nous fera croire que des socialistes seraient venus la pour siffler Jouhaux et acclamer le risible Jean-Jacques Raynaud !

Soutenue une pareille thèse, c'est se moquer du monde. Et les amicales socialistes, dans une réponse cinglante, ont justement remis les choses à point et démasqué les provocateurs. Ceux-ci, dans leur embarras croissant, n'avaient pas craint d'ajouter un chapitre à un communiqué de l'union des syndicats envoyé au torchon staliniens, chapitre où il mettait en cause des groupements « dont les attaches avec le gouvernement au pouvoir sont connues ». Malheureusement pour eux, leur attitude embarrassée et leur insistance troublante à charger autre ont fait tomber les derniers doutes.

MALAISE DANS LE SYNDICALISME

Dans la « République », S. Sallay-Lainé donne une bonne analyse du déséquilibre et de l'inquiétude qui rongent le mouvement syndical. Elle remarque très justement que l'avvenir de notre grande centrale semble donc actuellement aventure. Comment ne pas apprécier les blessures par lesquelles s'échappent ses forces, surtout à l'heure présente, où ces grèves invives — que l'on entretient sourdement sans même oser les appeler des grèves — donnent à tous ceux qui croient au syndicalisme une impression de chaos, de désordre, de folie ?

« Mais ce n'est pas seulement l'avenir de la C.G.T. qui est en jeu. C'est aussi celui des classes laborieuses. Le standard de vie de ces dernières est incontestablement en baisse. Les réformes de 1936 paraissent, elles aussi, livrées au hasard, au désordre... »

Il y a longtemps que les « masses ouvrières » n'ont eu un aussi impérieux besoin d'être défendues, guidées, rassemblées sous l'autorité intelligents de militants « conscients et organisés » d'une C.G.T. grimpant l'échelle ouvrière.

« Cette C.G.T. rénovée doit surgir pour le bien commun de l'actuelle C.G.T. sourdement divisée et s'abandonnant elle-même. Les éléments existent. Leur voix a simplement été étouffée par les manifestations spectaculaires des bruyants « slogans »... »

Bien que Suzanne Sallay-Lainé situe le syndicalisme sur un plan de paix sociale qui n'est pas le nôtre, force est bien de reconnaître qu'elle a raison. Les masses ont un impérieux besoin d'être défendues contre les combinards politiciens qui les manœuvrent à loisir.

Mais l'impunité des Staliniens n'a d'égale que la lâcheté et la timidité des oppositionnelles de toute tendance.

L'article de Jouhaux, paru le lendemain dans le « Peuple », s'il est clair pour les militants au courant des débours du serial syndical, reste cependant de l'hébreu pour la masse des lecteurs. Le moment est pourtant venu de parler clair et de ne pas s'en tenir à des allusions syllabiques intelligibles aux seuls initiés.

Jouhaux a raison de dénoncer des clans, des cabales qui se forment pour une action dont on ne connaît d'ailleurs ni les tenants ni les aboutissants, dont les consignes occultes ne visent pas forcément à servir les dessous qu'elles affirment. »

Mais les consignes occultes, il faudrait avoir l'audace — audace facile — de dénoncer leur origine.

Les dessous qu'elles affirment, c'est la défense des conditions de vie du prolétariat, la défense de l'Espagne, dessous louables, que nous ne pouvons qu'apprécier, soutenir et dévoyer.

Mais la réalité est légèrement différente, et il faudrait avoir l'audace de dire qu'elles dissimulent une manœuvre politique qui consiste, en fait, à obliger la bourgeoisie française à accepter dans son union sacrée un parti politique qui, comme le parti communiste, conserve sur les masses ouvrières une puissance de manœuvre réditive.

Réduit à son expression simple, la manœuvre consiste :

— « Prenez garde et sachez compter avec nous. »

Oui, le syndicalisme est en grand danger. Encore quelques manœuvres de ce genre et les syndicats de juin 1936 repêtront le mémoire des organisations ouvrières.

Le salut, il est dans la constitution d'une opposition intelligente, courageuse, active, qui saurait sans démagogie éclairer les ouvriers sur la malaisance de l'intervention politique dans le syndicalisme.

Le syndicalisme français a une origine et des caractères permanents qui s'opposent à la colonisation stalinienne. Le mensonge et l'hypocrisie ne peuvent éternellement abuser tout le monde. Il ne faudrait, pour les mettre en fuite, qu'un peu de courage, de perspicacité et de ténacité.

La peste stalinienne

Le récent verdict d'accusation rendu par les juges de classe dans le procès du patron meurtrier Cusinberge, d'une part et, l'obstination des ouvriers à pratiquer la grève avec occupation permettent de constater que capitalistes et prolétaires sont — une fois n'est pas coutume — d'accord sur un point : à savoir que la forme moderne de la revendication ouvrière met en cause le fondement même du droit bourgeois : le DROIT DE PROPRIÉTÉ.

De tous temps, les législateurs se sont ingénier à donner de ce droit une théorie conforme aux intérêts de la classe dirigeante : ceux-ci expliquent la propriété par le droit du premier occupant ; ceux-là la rendant sur le travail ; d'autres lui attribuent une origine divine. Et leur zèle se manifeste avec plus de force encore aux époques où apparaît plus nettement le caractère homicide et antisocial de la propriété.

Malheureusement pour eux, l'Histoire tout entière proteste contre leur interprétation conformiste. Tous les auteurs admettent que les peuples préhistoriques n'ont pas connu la propriété, ce « droit d'user et d'abuser de la chose ». Les premières sociétés humaines régulières, qui ont fleuri sur les rives irriguées des grands fleuves (Mésopotamie, Nil, Fleuve jaune) ont également ignoré l'appropriation individuelle, et semblent surtout avoir voulu, par une répartition périodique des terres, maintenir entre les paysans l'égalité de la GENT primitive. Cette égalité cessa lorsque la prospérité des communautés eut suscité les convoitises des tribus nomades et pillardes. Poussées par la famine, celles-ci quittèrent les steppes inhospitalières et soumirent facilement les paysans ayant déshabitués des combats. Ces derniers acceptèrent avec résignation de payer l'impôt pour entretenir les vainqueurs, qui promettaient, au surplus, de les protéger contre d'autres envahisseurs. La propriété était née, et avec elle son corollaire indispensable, l'Autorité. C'est cette forme indivise, bureaucratique-militaire de la propriété qu'a connue l'ancienne Egypte, c'est aussi celle de la Chine, des origines jusqu'à nos jours. Et malgré les horreurs des politiciens réformistes de notre démocratie, ces alibis raisonnent de tout par rapport à l'Europe, les paysans chinois, ayant toujours payé l'impôt pour entretenir des castes guerrières étrangères (Huns, Ouigours, Mongols, Mandchous), et qui ignorent superbement c'est heureux pour eux — le patriotisme, n'ont nulle envie de connaître le sort dégradant du protétaire français : se faire tuer au lieu et place de ses maîtres.

La propriété a donc bien pour origine la famine, la guerre, la violence. Elle est un produit de la force.

**

Ainsi que Proudhon l'a expliquée dans un ouvrage qui n'a jamais été sérieusement réfuté, LA GUERRE ET LA PAIX, tout droit a pour origine et pour sanction la FORCE, y compris le droit de propriété. Les aristocrates dirigeantes ne conservent leur pouvoir qu'autant que se maintiennent intactes les vertus qui ont assuré leur triomphe : volonté, discipline, goût du risque, amour des arts militaires. Mais lorsque ces vertus s'émouvent au sein du luxe et de l'oisiveté, une nouvelle caste, aux forces neuves et intactes, ne tarde pas à s'élancer. Tel fut, à Rome, le sort de la classe senatoriale, supplantée par les barbares ; tel également celui de la féodalité, laquelle dut céder la place à ces hardis coureurs d'aventures et de coureurs de continents, qui, sur le brigandage colonial et la piraterie sur mer, fondaient la fortune de la bourgeoisie moderne.

L'autre classe dirigeante, la bourgeoisie capitaliste, possède-t-elle la force et l'audace qui font de ses ancêtres, les Christophe Colomb, les Pizarre, les Cortez, les Albuquerque, une véritable aristocratie conquérante ? En un mot, a-t-elle assez de FORCE pour défendre son DROIT de propriété ? Pour pouvoir répondre à cette question il faut, d'abord, examiner le rapport des forces en présence, l'équilibre des classes.

Peu nombreux, la bourgeoisie capitaliste, au surplus, n'a pas elle-même le goût du combat. Elle préfère envoyer les autres se battre à sa place. Pénétrée du sentiment de sa faiblesse, et effrayée par un prolétariat innombrable, volontiers batteur et qui ne manifeste pas l'éternelle résignation des paysans, elle accorde plus d'importance à la ruse qu'à la force. On était-elle en juin 1936 ? Où étaient ses soldats et ses files ?

Non, la bourgeoisie n'a plus la force. La force, réellement, donc le DROIT, donc la PROPRIÉTÉ, est du côté du prolétariat. En occupant de force les usines, les prolétaires ont mis fin au droit bourgeois et ont produit un nouveau droit. Et si la sentence acquittant Cusinberge est inattaquable du point de vue de l'ancien code, puisque ce patron était de bonne foi en conformité avec le nouveau droit propriétaire issu de la grève générale, le jugement est nul. Parce que possédant la force, c'était Achernier le vrai propriétaire, et Cusinberge le maraudeur.

Pourquoi la classe ouvrière, en qui réside la force, reste-t-elle soumise à une bourgeoisie pourtant faible et peu nombreuse ? C'est que celle-ci, en plus de l'armée et de la police, possède un moyen de domination incomparablement plus puissant : la DEMOCRATIE. C'est la démocratie qui dissimule aux yeux des ouvriers la faiblesse réelle de leurs maîtres. C'est par les démagogiques populaires, issus de la multitude et qu'elle associe habilement à sa fortune en les corrompant, que la bourgeoisie maintient les prolétaires dans l'obéissance et dans le travail. Les politiciens russes, qui savent se faire écouter des masses, vendent la paix sociale à la bourgeoisie, moyennant des places. Et si la bourgeoisie a quelquefois à souffrir de la rapacité et de l'avarice des politiciens, elle finit toujours par céder au chantage, terrorisée qu'elle est par le spectre de la Révolution sociale. Aussi lorsque les exploitations se soustrayant momentanément au despotisme des démagogues, entrent en révolte ouverte contre cette société basée sur la peur, la lâcheté et le mensonge, on voit les politiciens se répandre dans les usines occupées et modernes Ménibus, raconter aux ouvriers que « tout n'est pas possible », qu'il faut savoir terminer une grève.

De nos jours, rompant brutalement avec la démocratie et ses charlatans que la classe ouvrière pourra transformer la propriété, l'admettre aux besoins d'une humanité libre, où l'État remplacera le gouvernement, une société sans classes et sans Etat, une société d'après-guerre.

GUENEC.

Un manifeste aux syndiqués

Un nombre important de militants syndicalistes de la C.G.T. se refusant résolument à se laisser griser par une mystique nationaliste et belliciste, viennent de se réunir. Ils se sont mis rapidement d'accord pour prendre les résolutions suivantes :

I. Contre les excitations chauvines des uns, la passivité et les abandons des autres, un Centre Syndical d'Action contre la Guerre est créé ;

II. Son but est d'engager sans délai une campagne antibalistique, s'inspirant des idées suivantes :

La guerre ne résoudra rien. La paix n'a pas été établie depuis 1919 ; c'est elle qu'il faut construire sur tous les terrains.

L'émancipation des travailleurs ne se fera point par la guerre. Au contraire. La préparation à la guerre compromet déjà toutes les conquêtes ouvrières.

La lutte contre le fascisme se fera point par la guerre. Au contraire.

L'union nationale, le surarmement paralyseront l'action de classes du prolétariat et menacent toutes les libertés.

III. Un Comité provisoire d'organisation s'est constitué ;